L'unité

N° 187 - 4 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 9 au 15 janvier 1976

LA CRISE MILITAIRE ET LE PROGRAMME COMMUN

P.S. : « UN CADRE POUR LES CADRES »

LES IDEES DU PRESIDENT

A l'occasion des différentes cérémonies de vœux, Valéry Giscard d'Estaing vient d'exprimer quelques-unes des idées qui lui sont chères et qui sont en même temps caractéristiques de son personnage. On peut retenir tout particulièrement celles qui concernent deux domaines essentiels : « l'unité des Français » et la « liberté de l'information ».

Quel dommage, déplore en substance le Président, que notre peuple « cultive avec

(suite page 2)



ANGOLA : UNE DIFFICILE LIBERTE

Sommaire

4
LA CRISE MILITAIRE ET LE PROGRAMME COMMUN, PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

8
PARTI SOCIALISTE : « UN CADRE POUR LES CADRES », PAR CHRISTINE COTTIN

11
DIPAPACÉQUOI... LA FAMILLE, PAR PIEM

12
DJIBOUTI : LE POTENTAT OU LE PEUPLE, PAR ALAIN VIVIEN ET MARTINE NOEL
GUYANE : LA RECULADE DE CHIRAC

15
DOCUMENT
LES PETRO-DOLLARS AU BERCAIL, PAR GUY PERRIMOND
IRAN : LA FOLIE DES GRANDEURS, PAR MARIE-CHRISTINE AULAS

20
ANGOLA : UNE DIFFICILE LIBERTE, PAR FRANCIS PISANI

24
AMENAGEMENT TOURISTIQUE : DES MONTAGNES DE CAVIAR BLANC, PAR MICHELE BACKMANN
WESTERN A LA FRANÇAISE, PAR MAURICE BLANC

26
CINEMA : 3 HISTOIRES, 2 HOMMES, 1 FILM, PAR SERGE RICHARD

31
A LIRE CET HIVER, PAR ANNE ET CLAUDE MANCERON

32
MA PART DE VERITE, PAR FRANÇOIS MITTERRAND

PHOTOS ET DESSINS
A.f.p. (pages 3, 5, 12), Barrigue (pages 11, 17, 22), Coureuil (pages 15, 25), Lacroux (page 25), Pascal Lebrun (pages 4, 8, 27), Chantal Montellier (page 9), Norma (page 22), Sipa (page 1, 21), Solo (page 2), Viva (page 5).

→

passion ses divisions et ses désaccords » ! Comme ce serait bien si les Français étaient unis et se témoignaient de la fraternité « en un temps où elle est nécessaire » ! Voilà de quoi faire pleurer dans les chaumières, même s'il s'agit d'un thème pas très nouveau. Pétain, il y a 35 ans, tenait déjà un langage analogue en appelant les Français à s'unir autour de sa personne dont il avait fait don à la France. A partir d'un slogan, on prétendait déjà effacer tous les clivages — sociaux, sociologiques, historiques, culturels, etc. — qui existent à l'intérieur d'une nation comme la nôtre. C'est la même image d'Epinal que Giscard d'Estaing voudrait peindre aujourd'hui pour réaliser son rêve d'être « le Président de tous les Français ». Pas un instant il ne semble lui venir à l'esprit que s'il y a entre les Français « divisions » et « désaccords », s'il n'a été élu lui-même qu'avec moins de 51 % des suffrages, c'est parce qu'il y a d'un côté ceux qui profitent et de l'autre ceux qui souffrent, d'un côté les exploiteurs et de l'autre les exploités. Sans doute les mots de « lutte des classes » dérangent-ils le Président et ses amis, mais c'est leur politique même qui souligne les fondements de cette lutte et qui vide à l'avance de tout contenu le mot fraternité. De cette réalité, plusieurs millions de Français ont eu mardi soir une vision concrète en regardant le film et le débat sur le chômage à Antenne 2. Le délégué du patronat d'une part, ceux des syndicats ouvriers et de la gauche d'autre part, étaient bien les représentants de deux classes antagonistes : une minorité de détenteurs du grand capital face à l'immense masse des travailleurs. Quelle unité peut-il y avoir, et au nom de quoi faudrait-il à tout prix qu'il y en ait une, entre le vice-président du C.n.p.f. et le tanneur d'Annonay qui a lutté pendant de longs mois pour sauvegarder son emploi ? Question fondamentale à laquelle il serait bon que le Président songe à répondre à l'occasion de ses vœux de l'an prochain.

Giscard d'Estaing a tenu aussi à faire connaître, devant les journalistes accrédités à l'Elysée, sa conception de l'information. Et, là encore, elle est significative. Aux représentants d'une presse dont le moins qu'on puisse dire est qu'à quelques exceptions près, elle est plutôt complaisante — ne prenons pour exemple que la façon dont elle a emboîté le pas au gouvernement dans la récente affaire de la « subversion » dans l'armée — le Président a fait le reproche de ne pas suffisamment « séparer le fait du commentaire ». Plus précisément, il a fait grief aux journalistes de sembler mettre en doute l'information officielle, notamment celle fournie par son propre porte-parole, en l'assortissant de commentaires susceptibles d'en atténuer la portée. Etrange reproche, qui semble d'ailleurs avoir été assez mal apprécié par ceux auxquels il s'adressait, mais qui témoigne d'une conception bien particulière de la liberté de l'information. Autrement dit, la presse, la radio, la télévision sont totalement libres et indépendantes à condition de toujours répercuter fidèlement, et telle quelle, l'information venue d'en haut. Il n'y a là, à vrai dire, aucune révélation, sauf que jamais les choses n'avaient été dites à ce niveau aussi maladroitement peut-être, mais aussi directement.

En ce début de 1976, nous venons donc d'avoir la confirmation que les grandes idées du Président demeurent — et comment pourraient-elles changer ? celles d'un Pouvoir qui cultive l'autoritarisme et les inégalités. Ce qui ne peut que renforcer les raisons de notre combat, entre autres choses, pour une information vraiment libre et pour la plus large unité des forces populaires.

CLAUDE ESTIER

VILLAGE DE VACANCES
B.P. N° 11 66420 - LE BARCARES

Village de vacances (Pyrénées-Orientales) recrute pour les mois de juin, juillet, août, septembre 1976 personnel d'animation : animateurs enfants diplômés, animateurs d'atelier (fer, bois, terre), animateurs sportifs (enseignants d'éducation physique et maîtres nageurs) animateur audiovisuel, animateur d'expression audiovisuelle, machiniste avec connaissance électricité.

Recrute dès maintenant responsable des spectacles, sera chargé de la programmation d'ensemble en avant-saison et du bon déroulement pendant la saison. Ecrire avec curriculum-vitae détaillé au journal qui transmettra.

Viticulteurs «LE MIDI VAUT BIEN UN OFFICE»

"Nous restons sur notre faim ». Samedi, à Béziers, Jacques Chirac n'avait pas la cote. « Si l'on fait le décompte de ce qu'il a promis, on s'aperçoit que cela ne va pas loin. Bien sûr, la création d'une structure comme l'Office du vin peut faire illusion. Mais, ici, l'illusion n'a pas été longue ». Les responsables du Comité régional d'action viticole, qui regroupe les organisations de vignerons des huit départements viticoles méridionaux, ont donc décidé de « repasser à l'action ». Contrôles routiers contre la circulation des vins italiens importés, actions de commando contre certains négociants, puis refus de l'impôt, des diverses obligations sociales et du remboursement des prêts du Crédit agricole. En attendant la « journée villes mortes »... « Et ce jour-là, les vignerons ne seront pas seuls. Ce sont toutes les couches sociales de la région qui sont concernées ». Car aux problèmes spécifiques des vignerons s'ajoutent ceux du « désert français » : chômage endémique, sous-équipement, etc.

Depuis un an, les Français assistent, sans toujours très bien en comprendre les raisons, aux explosions de colère des viticulteurs du Midi. Pour eux, le vigneron, cet artisan de la paysannerie, fabrique un produit noble qu'il ne doit pas avoir grand mal à vendre. A moins qu'il ne soit pas « bon ». L'ennui, c'est que « bon » ne veut pas dire grand-chose. Contrairement à une idée reçue, le vin, même le « bon », n'est pas un produit naturel. Pour qu'il voyage et se conserve, il faut le traiter. Puis le goût des Français a évolué. Si l'on constate un retour en force des « vins de pays », la « piquette », le vin « naturel » — et il l'était presque celui que buvaient nos grands-parents — n'est pratiquement plus vendu. Or, les viticulteurs du Languedoc-Roussillon produisent un vin que, le plus souvent, les citadins ne veulent plus boire. Il ne peut donc servir qu'aux « coupages ». Et là, la notion de goût, de qualité, disparaît. Ce qui compte, pour les négociants, c'est le prix.

C'est ici que l'Italie entre en scène. Dans le sud de l'Italie, les vignerons, encore plus exploités et pressurés que ceux du Midi, livrent aux négociants un vin nettement moins cher que le vin français. Le poids des taxes fait le reste. Les gros négociants français ont, dès lors, intérêt à acheter du vin italien. Ils vendront aux citadins un vin « coupé » au goût équivalent, au même prix. Mais leur prix de revient sera plus bas. Donc leur bénéfice plus grand. Pour le seul mois de décembre, quatre entreprises ont importé, à elles seules, 800 000 hectolitres, soit les deux tiers des importations. Pendant ce temps, les caves des viticulteurs du Midi ne désemplissaient pas.

Or, ces départements sont de gros producteurs. Alors que la récolte 1975 des vins de Bordeaux a été de 4,2 millions d'hectolitres, celle de l'Hérault aura été de 11 millions d'hectolitres. Et de 27 millions d'hectolitres pour les quatre départements gros producteurs du Languedoc-Roussillon. Le problème est donc simple : ou, d'une manière ou d'une autre, les négociants ne pourront plus acheter de vins italiens, ou la crise actuelle continuera. Comme il n'y a pas de raison que les négociants décident d'eux-mêmes de limiter leurs profits... Mais, sur ce point le gouvernement ne veut rien faire : officiellement à cause du Marché commun. Pour Emilien Soulié, président de la Commission nationale viticole du Modef, « sans intervention efficace sur les importations communautaires, il est illusoire de croire à un redressement radical du marché du vin et il serait fou de s'accrocher à une réelle garantie du revenu des viticulteurs. Même un Office qui ne disposerait pas de ces moyens d'intervention ne pourra jouer aucun rôle ».



Les viticulteurs bloquant l'accès au port de Sète.

Pourquoi les coups de sang?

C'est, en résumé, l'accueil qu'ont fait les viticulteurs aux propositions de Chirac. Un Office du vin ne pouvant pas, au nom des règles communautaires, intervenir sur les importations serait, par définition, impuissant. Une fois de plus, le gouvernement vient de montrer que, s'il est capable d'inventer des gadgets, d'utiliser l'intitulé de vieilles revendications, il est incapable de leur donner un contenu réel permettant de résoudre des problèmes réels. Le premier souci du gouvernement n'est pas d'assurer un développement équilibré des régions, de l'agriculture ou de l'industrie. Ce qui compte, c'est que certains, les plus gros, fassent des bénéfices. Et, dans le cas présent, les mécanismes du Marché commun servent de prétexte...

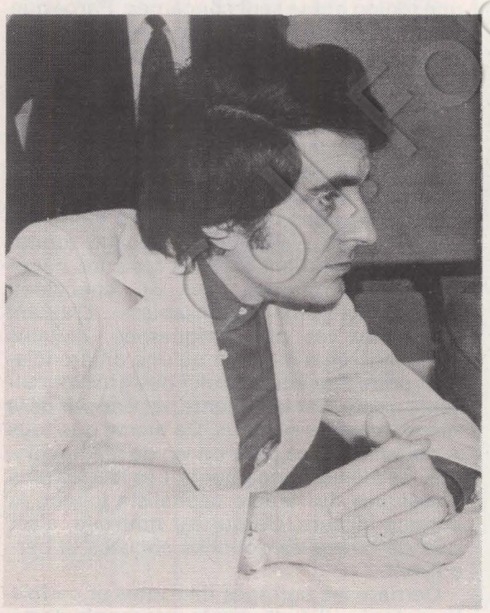
La « révolte », le coup de sang des viticulteurs se comprend dès lors beaucoup mieux. Génération après génération, ils ont connu des crises. De père en fils, la mémoire collective d'une région retient les caves pleines, les gros négociants parisiens faisant fortune, l'exil pour les enfants. Les mouvements de colère souvent maladroits — parfois dangereux — de certains sont, pour l'essentiel, la conséquence de cette situation.

Car, au-delà des viticulteurs, c'est toute une région qui se sent concernée. Parce que condamnée. Déjà, des rencontres ont eu lieu entre viticulteurs, ouvriers, employés, commerçants et artisans. Et il est de la plus haute importance pour le gouvernement d'éviter qu'un tel rassemblement ait lieu. Pour des raisons d'évidence. D'autant que se fait jour, chez les vituculteurs, une conscience nouvelle. Emmanuel Maffre-Baugé, président de la Fédération nationale des vins de table, déclarait mardi : « La responsabilité fondamentale appartient à l'Etat. Mais les négociants importateurs, ceux qui spéculent, sont à nos yeux responsables ». D'autant que, chez les petits vignerons, certains commencent à mesurer qu'une différenciation entre leur sort et celui des gros viticulteurs existe. Car la mévente ne pèse pas de la même manière sur tous. De même que tous n'obtiennent pas pour un vin de même qualité, les mêmes rendements. Les lois les plus classiques du régime capitaliste jouent, là comme ailleurs. Ce qui est nouveau, c'est que de nouvelles couches sociales le perçoivent.

Derrière les barrages de routes et parfois la violence, il faut voir le désespoir d'une région, d'hommes fiers de leur métier et désespérant de ne plus pouvoir vivre « chez eux » en le pratiquant. Cela dépasse de loin le « folklore régional » !

ANTOINE VIOLET

LA CRISE MILITAIRE ET LE PROGRAMME COMMUN



PAR JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Pas plus que la nécessaire démocratisation ne constitue une réponse suffisante à la crise de l'institution militaire, pas davantage les comités de soldats ne peuvent certes prétendre apporter à eux seuls une solution au problème de la démocratie dans l'armée. Qu'une innovation aussi anodine, d'ailleurs généralisée dans nombre de pays étrangers, et amorcée chez nous dans les textes (le règlement de discipline générale) en même temps qu'elle prenait sporadiquement racine dans la vie des casernes, ait provoqué un tel séisme politique, cela étonnerait dans une démocratie normale. Mais la Ve République — faut-il le rappeler ? — n'est pas une démocratie comme les autres. Comme un obscur incident universitaire avait déclenché, en mai 1968, la plus forte secousse politique et sociale que notre pays ait connue depuis longtemps, ainsi l'affaire des comités de soldats, déclenchée cette fois par le gouvernement de Jacques Chirac, amateur à ses heures de la « stratégie de la tension », apparaît-elle comme un petit Mai 68 à l'envers, cristallisant sur elle à la fois les contradictions de la majorité et de sa politique militaire, celle d'une armée à la recherche de ses ennemis, de ses missions, de ses structures et de ses moyens, et enfin celles de la gauche, que la signature du programme commun n'a pas définitivement et complètement prémunie contre toutes les velléités de changement de stratégie.

Sur les raisons de l'offensive soudaine du Pouvoir, beaucoup de choses ont été dites : volonté de changer de terrain à l'heure où la crise s'approfondit et où les perspectives de la « nouvelle croissance » s'estompent, pour retrouver autour des thèmes traditionnels de l'ordre bourgeois un consensus défaillant, désir probable de brusquer les échéances électorales, dessein avoué de l'U.d.r. de nuire au P.s. en cherchant à l'atteindre directement, ou par ricochet à travers la C.f.d.t., tous ces mobiles ont certes joué puissamment dans la détermination de Jacques Chirac ; mais il en existe d'autres sur lesquels il n'a pas été assez insisté.

L'héritage du gaullisme

Tout d'abord, les contradictions de la politique militaire gouvernementale sont devenues à ce point inextricables que la diversion sur le mode de la dramatisation devenait la seule planche de salut . Ayant hérité du gaullisme une politique militaire d'indépendance dont les postulats ne sont pas vérifiés, c'est le moins qu'on puisse dire, par l'évolution du capitalisme européen de plus en plus tourné vers le grand large, Giscard d'Estaing ne peut y renoncer ouvertement sans s'aliéner l'U.d.r., dont c'est la dernière justification officielle. Lorgnant vers l'Eurogroupe et les promesses d'une standardisation européenne des armements (en fait américaine) le gouvernement traîne comme un boulet le poids des choix antérieurs. Au niveau des finalités, d'abord : défense nationale plutôt que défense du « monde libre ». Au niveau ensuite des orientations strictement militaires : prétention de disposer d'une panoplie complète aussi bien nucléaire que classique dans une enveloppe budgétaire trop étroite, plutôt que d'accepter comme l'Allemagne fédérale une spécialisation conventionnelle conforme aux objectifs de l'Alliance atlantique. Au niveau des choix d'armements, enfin : politique des arsenaux plutôt que standardisation avec les armées de l'Otan.

Dernier legs du gaullisme, la politique d'indépendance militaire ne peut être bradée qu'en douceur. D'où cette volonté de pourrissement illustrée par le dernier budget de la Défense nationale, rognant les crédits d'entretien et d'instruction en même temps qu'il augmente les soldes pour calmer le mécontentement des cadres. D'où aussi le refus par Yvon Bourges d'une quatrième loi-programme précisant les orientations de notre politique militaire d'ici à 1980, malgré le baroud d'honneur du dernier carré des grognards de l'U.d.r. (Debré, Fanton). En réalité, il s'agit pour le gouvernement de conduire l'armée française à réintégrer à petits pas le giron de l'Otan. Dans cette perspective, le service militaire n'a d'autre utilité que de fournir des supplétifs à bon marché au noyau dur d'une armée de métier conventionnelle.

Enjeu stratégique

Or c'est de ce noyau dur que le gouvernement Chirac entend reconquérir l'adhésion. Refonte des statuts et revalorisation des soldes des officiers acquises lors de la dernière session parlementaire avaient déjà traduit cette orientation. La dramatisation de l'affaire des comités de soldats répond au même objectif : donner aux cadres, plus ou moins dépassés par la contestation du service militaire actuel, le sentiment d'être enfin compris et défendus par le gouvernement.

Dans une période où l'équilibre politique de notre pays se caractérise par une grande précarité, tout s'est passé comme si le gouvernement, refusant que l'armée puisse simplement refléter les mouvements de l'opinion, avait choisi d'en faire un enjeu stratégique dans le débat politique entre la gauche et la droite.

Il n'est pas sûr que ce calcul ait été le bon : si attachés qu'ils soient à la discipline, nombre d'officiers comprennent que son acceptation est profondément liée à l'esprit de défense qu'exprime l'attachement d'un peuple à un certain type de société et son réflexe de sauvegarde devant les menaces qui pèsent sur elle. Ils n'admettent pas que l'armée puisse être transformée en enjeu politique. Beaucoup ont pris déjà la mesure des vices de l'institution militaire actuelle, bâtie sur des hypothèses dépassées : une panoplie nucléaire complète permettant de graduer la

riposte atomique sans prendre garde au fait qu'une bataille limitée risquerait de détruire d'abord notre pays, ou du moins ses régions du Nord et de l'Est, ainsi que la ceinture industrielle qui va de Rotterdam à Milan ; une bataille sur le Rhin perdue d'avance et dont la seule signification est « d'éprouver la volonté de l'agresseur » ; un service militaire de 12 mois fondé sur l'idée de la disponibilité immédiate d'une force de manœuvre de cinq divisions vouée à servir d'appât pour un éventuel assaillant, et à périr d'ennui dans cette attente.

Dès lors, la plupart des cadres partagent au fond d'eux-mêmes le sentiment des appelés du contingent : ils perdent leur temps. Sans doute s'en défendent-ils par un aveuglement volontaire teinté de la nostalgie des guerres d'autrefois. Certains cependant, fidèles à une vieille tradition de culture et de réflexion libre, toujours souterraine mais toujours vivace dans l'armée française, s'essaient à bâtir de nouveaux schémas. C'est à ceux-là que la gauche doit offrir le dialogue.

Les problèmes militaires ne sont pas mineurs pour des socialistes, même s'ils le sont pour les sociaux-démocrates. Ceux-ci, en effet, n'aspirent pas à transformer l'ordre établi. Ils s'en remettent volontiers à la puissance américaine du soin d'assurer l'équilibre mondial à l'intérieur duquel ils ont définitivement borné leurs ambitions. Parce qu'elle est naturellement atlantiste, la social-démocratie européenne n'a pas d'autre politique militaire que celle souhaitée par Giscard d'Estaing.

Qui ne voit à l'inverse que la volonté de jeter en Europe occidentale les bases d'un pôle socialiste indépendant des blocs exige un certain rapport de forces à l'échelle internationale incluant forcément une capacité militaire autonome ?

Une volonté réellement socialiste s'inscrivant dans la durée se doit d'autant plus d'affirmer la nécessité d'une défense indépendante qu'un système de défense exige pour sa mise en place effective de très longs délais.

Mais l'importance du problème militaire aux yeux des socialistes procède de raisons plus immédiates encore. Les classes privilégiées n'hésitent jamais à recourir à la force armée dès lors que celle-ci constitue l'ultime moyen pour défendre leurs privilèges : l'Espagne, la Grèce, le Chili sont, de cette loi historique, les manifestations les plus mémorables. En France même, n'est-ce pas Galley, quand il était ministre de la Défense, qui définissait l'armée comme le « dernier recours de la société libérale » et le général Bigeard, plus récemment, comme le « dernier rempart de la société » ?

Les solutions de Gribouille

Dès lors qu'il s'agit de jeter les bases d'une société socialiste, le Chili et le Portugal nous rappelleraient, s'il en était besoin, le rôle déterminant de l'attitude des forces armées dans la réussite ou l'échec d'une telle entreprise. Dans la voie fondamentalement originale où nous sommes engagés depuis la signature du programme commun de gouvernement, obligation nous est faite d'innover, pour faire passer dans la réalité la stratégie de rupture avec le capitalisme.

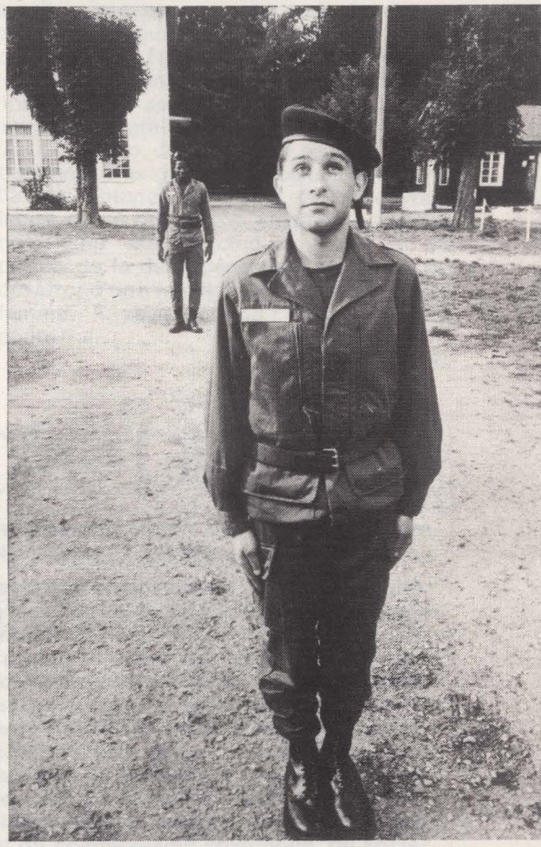
A cet égard, l'analyse de « l'extrême gauche » reste très « classique » du point de vue de la théorie. On peut la résumer sommairement : l'armée actuelle est faite pour servir l'ordre bourgeois. Son modèle hiérarchique et culturel, sa fonction de maintien de l'ordre théoriquement accessoire, mais en fait principale, ne laissent d'autre choix aux révolutionnaires que de la briser préalablement pour accomplir la révolution. Cette analyse est sommaire. Le sont encore plus les conclusions qu'en tirent certains : « armer le peuple » et, en attendant, dresser le contingent contre l'encadrement. Ces solutions de pacotille ne sont dignes que de Gribouille. Il n'est pas possible d'armer le peuple sans le consentement de l'armée régulière. Méconnaître enfin le rôle et la place des militaires professionnels dans une armée moderne (plus de 300 000 hommes sur 580 000 dans l'armée française) c'est, pour le moins, retarder d'une guerre. La crise actuelle de l'institution militaire, entretenue par le Pouvoir, offre sans doute un terrain favorable aux Gamelins de la guerre sociale. Ce n'est pas une raison pour les suivre.

Il faut l'affirmer clairement : ce n'est pas la stratégie du programme commun.

Si, bien évidemment, nous ne regardons pas l'armée comme une institution neutre, suspendue au-dessus des luttes de classes, nous n'en considérons pas moins qu'à l'égal d'autres appareils d'Etat elle est traversée des mêmes contradictions que la société globale. Le corps des officiers et des sous-officiers reflète ainsi, par une sorte de loi des vases communicants, la diversité des options politiques qui partagent l'opinion et, plus précisément, cette frange indécise des classes moyennes auxquelles se rattachent plus ou moins les militaires de carrière.

Le milieu militaire ne constitue donc qu'un cas particulier d'application de la stratégie du front de classes. Il s'agit d'y créer, comme dans le reste de la société, un rapport de forces favorable à la gauche. Une deuxième donnée, enfin, doit être prise en compte : la spécificité de l'institution militaire. Les valeurs qui la fondent ne sont nullement inconciliables avec les principes du socialisme, mais le propre de l'institution militaire est qu'elle ne peut se laisser diviser. L'armée est une, ou bien elle n'existe pas, C'est pourquoi, dans les moments d'affrontement, l'armée bascule toujours tout entière du même côté, quels que soient ses clivages internes. Souvent du mauvais (la Grèce, le Chili) ; mais aussi quelquefois du →







LA CRISE MILITAIRE ET LE PROGRAMME COMMUN

bon (le Portugal). Tout se passe ainsi comme si deux lois en apparence contradictoires gouvernaient cette institution très spéciale : une loi d'unité (l'armée ne se divise pas) et une loi de transparence (l'armée reflète les divisions de la société globale). En fait, le milieu militaire comme le reste des classes moyennes obéit à une loi de gravitation et son attitude profonde dépend de la plus ou moins grande puissance d'attraction de la gauche. Dès lors, pour la gauche, le problème s'énonce avec clarté : il s'agit d'abord de faire en sorte que l'unité de l'armée se fasse derrière le gouvernement de la gauche. Il s'agit ensuite d'opérer ce que des généraux peu suspects de sympathie pour l'extrême gauche ont appelé « la nécessaire révolution militaire ». Seule la gauche, en effet, peut rendre cohérent le choix d'une défense nationale indépendante avec un projet de société, parce qu'il est de l'essence même de la stratégie de rupture qu'elle s'exerce d'abord dans un cadre national. Et, surtout, seule la gauche peut mettre sur pied cette force de mobilisation populaire sans laquelle il n'y a pas de réelle dissuasion.

La mobilisation sur place du contingent pour de courtes périodes à travers un système d'écoles de recrues et de cadres permettra à la fois une étroite liaison entre l'armée et la population et la défense en profondeur du territoire grâce à des unités dotées d'un armement léger mais efficace et faisant corps avec le pays.

Force d'intervention peu nombreuse, mais extrêmement mobile. Force nucléaire, enfin, directement rattachée à travers un commandement unique à l'autorité politique. La force nucléaire en effet — et a fortiori pour un pays comme la France — ne peut avoir de signification militaire, mais seulement politique. Telles sont, grossièrement dessinées, les composantes essentielles de l'armée nouvelle.

Poursuivre avec vigueur

L'étroite liaison entre l'armée et le peuple est d'abord une garantie d'efficacité. C'est aussi une garantie de loyalisme. Comment assurer mieux cette liaison qu'à travers un service militaire transformé ? Rien, à vrai dire, n'est davantage aux antipodes de nos positions que de réclamer la suppression de la conscription, sous prétexte de la crise actuelle de l'institution. C'est bien évidemment à travers la profonde restructuration de l'appareil de défense que l'arrivée de la gauche au pouvoir devrait rendre à la fois possible et encore plus nécessaire, que les problèmes de démocratisation de la vie militaire pourront être le mieux résolus.

Cela ne signifie évidemment pas que les socialistes doivent mettre sous le boisseau les revendications actuelles des soldats, mais tout au contraire qu'ils doivent à la fois les prendre en charge et les éclairer par une perspective stratégique globale. C'est à cet objectif qu'a répondu la création de la Convention des appelés pour l'Armée nouvelle. C'est pour cela que les jeunes appelés socialistes doivent créer des comités de soldats représentatifs sur les bases politiques définies par le Parti : liberté d'expression, de réunion, d'association dans les casernes, suppression de toutes les barrières entre l'armée et la nation. Sans doute le Pouvoir peut-il chercher à dénaturer ces initiatives en pratiquant un grossier amalgame.

Elles n'en doivent pas moins être poursuivies avec vigueur : c'est le sens de la résolution du Comité directeur du 7 décembre. En effet la crise actuelle de l'institution militaire est une réalité qu'on ne fera pas disparaître par des invocations et, bien loin de constituer un handicap pour notre effort de propagande générale, notamment auprès des cadres, la présence active des socialistes au sein du contingent peut se révéler un précieux atout dans la démarche qui consiste, par un travail parallèle en direction des officiers, des sous-officiers et des soldats, à recréer une unité supérieure au sein des forces armées. Il faut donc que les comités de soldats situent clairement leur action dans la perspective d'une armée nouvelle.

L'offensive du gouvernement aura eu en définitive l'immense avantage de faire progresser la gauche tout entière sur des positions cohérentes avec la stratégie définie par le programme commun. Face à l'offensive qui le visait tout spécialement, l'unité du P.s. s'est affirmée avec force. Face à la brutale agression visant la C.f.d.t. l'union de la gauche, même après un an de polémique, s'est en définitive ressoudée. C'est l'honneur du P.s. d'y avoir contribué sans faiblir, au-delà de procès d'intention qui ne peuvent dissimuler des orientations stratégiques opposées aux nôtres.

Oui, le problème militaire est un problème sérieux mais sa solution exige la définition préalable d'une politique de défense nationale réaliste et cohérente.

Reste qu'aujourd'hui, la gauche ayant précisé sa position, la grossière manœuvre du Pouvoir apparaît en pleine lumière : on peut bien ne pas être d'accord avec l'idée de syndicats de soldats, étant donné le flou qui entoure cette notion et l'incompréhension qu'elle rencontre. Inculper ou arrêter des hommes dont le seul tort est apparemment d'avoir défendu cette idée, c'est rétablir le délit d'opinion. Les traîner devant la Cour de sûreté de l'Etat que le Pouvoir a créée pour lui dicter ses jugements, c'est bafouer les libertés les plus élémentaires. C'est sur ce terrain-là que la bataille doit être menée avec vigueur. Il faut que le Pouvoir rende des comptes et que sa petite manœuvre se retourne maintenant contre lui en un puissant mouvement de réprobation populaire.

Coll. Fondation Jean Jaurès

LA CAMERA EXPLORE LE CHOMAGE

Télévision

La vraie leçon du débat des Dossiers de l'écran est claire : parlez à un patron du désespoir d'un jeune, de la détresse d'une famille, il vous répondra : « Combien ça coûte ? »

« Je ne vous conseille pas, après ce que vous venez de dire, d'aller vous promener du côté d'Annonay ». Cet avertissement d'Edmond Maire, mardi soir au cours du débat télévisé des Dossiers de l'écran — auquel ne participait curieusement aucun représentant du gouvernement — s'adressait à Yvon Chotard, représentant du C.n.p.f.

Annonay, on s'en souvient, c'est cette petite ville de l'Ardèche, presque au bord de la vallée du Rhône, où les travailleurs des Tanneries, acculés au chômage après la fermeture de leur usine, ont occupé pendant un an leurs ateliers, avant de remettre en marche les machines. Ces tanneurs, fiers de leur métier rare, désespéraient devant leur usine fermée. Amers, fatigués et déçus, on les avait vus et entendus quelques instants plus tôt dans le film d'Ange Casta. Leur lutte, alors, n'était pas encore arrivée à son terme. Tout était à faire, le temps passait en délégations à Paris, à la préfecture, à Privas, en réunions syndicales. Dans chaque maison on vivait avec le chômage.

« On vous emploie et, lorsque ça va mal, on vous jette », c'était ce qu'ils pensaient. C'est ce qu'ils savent, maintenant que les machines ont recommencé à tourner dans les vieilles tanneries. Car même le premier matin avait un goût de cendre. A côté de ceux qui « rentraient », il y avait « les autres », comme ces deux femmes bouleversantes, assises une dernière fois devant leur poste de travail : tous ceux qui n'étaient pas repris...

Après les avoir vus et entendus, après n'avoir même pas sourcillé en entendant le chiffre d'un million de chômeurs, chiffre que le patronat et le gouvernement récusaient depuis des mois, Chotard a cru bon de poser cette question : « Croyez-vous qu'il était utile que tous ces gens se battent pour obtenir 125 emplois alors qu'on leur en proposait 120 ? ». Cinq emplois, un an pour 5 emplois. Chotard n'avait pas compris cela. Armé de ses statistiques, l'homme du patronat n'avait qu'une question à la bouche : combien cela coûte-t-il ?

A quoi bon alors lui parler, comme le premier chômeur du film — Daniel, 18 ans, ajusteur, sans travail depuis 6 mois — des petites annonces qu'il faut lire le premier pour avoir une chance. A quoi bon alors lui montrer, comme l'a fait Claude, 43 ans, 4 enfants, directeur d'usine en chômage, ce cahier bourré d'annonces découpées un peu partout. 268 lettres de demandes d'emploi écrites. 240 réponses négatives, laconiques.

« Comment paierez-vous les traites de votre appartement ? — Je ne sais pas... »

Chotard aurait dû ouvrir ses oreilles patronales. Il aurait entendu Jacques Delors, demander : « Comment ose-t-on parler de lutte contre les inégalités lorsqu'on maintient la source d'inégalités qu'est le chômage ? » Il aurait entendu aussi Henri Krasucki lui rappeler qu'on peut réduire le chômage en mettant fin à une politique économique d'avant-hier, en réduisant les horaires de travail, en abaissant l'âge de la retraite. Il aurait même pu entendre, voix familière, celle d'un député U.d.r., René Caille, mais oui, lui dire : « Trop de chefs d'entreprise ont tendance à résoudre leurs problèmes économiques en se débarrassant des travailleurs excédentaires ». Car il y a des députés U.d.r. — enfin, du moins, il y en a un — qui tiennent ce langage. Mais cela, Chotard ne l'a pas entendu et c'était la seule vraie leçon de ce débat trop ample (11 personnes) pour être fructueux. Parler à un patron de la désespérance d'un jeune, du désarroi d'une famille, de la détresse d'une femme, il vous répond : « Combien ça coûte ? ».

M.B.

LES SOCIALISTES DE L'EUROPE DU SUD

Huit mois après la rencontre informelle de Latche, c'est donc les 24 et 25 janvier que se tiendra à Paris la conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud. A l'invitation du P.s. français seront présentes à cette rencontre des délégations du P.s. belge, du P.s. italien, du P.s.o.e. espagnol, du P.s. portugais conduites respectivement par André Cools, Francesco De Martino, Felipe Gonzalez et Mario Soares. Quelques observateurs aussi représentant l'Internationale socialiste, l'Union des partis socialistes de la C.e.e., l'Alliance socialiste de Yougoslavie, la Confédération des syndicats européens.

L'ensemble des leaders interviendront au cours de la première séance plénière que présidera François Mitterrand et qui fixera les orientations générales des travaux. Ceux-ci seront organisés en commissions autour de quatre thèmes introduits chacun par un rapport particulier :

1) La place de l'Europe du Sud dans la politique mondiale (rapport confié au P.s.i.).

2) Le socialisme européen face à la crise du capitalisme (rapport du P.s.b.).

3) Défendre et renforcer la démocratie en Europe par le socialisme (rapport présenté par le P.s. français)

4) Coordination de l'action entre les différentes forces de la gauche en Europe (rapport du P.s.o.e.).

C'est dans le cadre de ce quatrième thème que sera évoquée l'idée d'une rencontre entre les dirigeants des partis socialistes et des partis communistes de l'Europe du Sud, rencontre à laquelle la plupart des intéressés se sont déjà déclarés favorables, notamment dans leurs réponses à la grande enquête que nous avons publiée au cours du mois d'octobre. C'est d'ailleurs en conclusion de cette enquête que François Mitterrand rappelait le sens de la rencontre des 24 et 25 janvier à laquelle « l'Unité » accordera une large place :

« Dans les pays d'Europe du Sud en question, Portugal, Espagne, Italie et France (la Belgique s'est associée à notre action) coexistent des partis socialiste et communiste d'importance inégale mais réelle S'y établit dès lors une pratique d'alliance conflictuelle d'une nature toute différente de celle qui prévaut dans les pays à dominante social-démocrate, où le plus souvent les partis communistes sont faibles — ou même interdits. D'autres similitudes apparaissent, caractère national, évolution historique, composé socio-économique et culturel, influence des Eglises, qu'il serait imprudent d'ignorer. Ces éléments permettent de penser que le socialisme pourrait connaître un développement spécifique dans cette région du monde, comme il en est du communisme soviétique, du socialisme scandinave ou du travaillisme britannique. Bien entendu, il ne s'agit pas de créer entre les partenaires de l'Europe du Sud une organisation particulière, interne ou externe à la IIe Internationale.

« L'exemple français d'une union de la gauche et d'un programme commun montre que la perspective tracée à Latche n'est plus du seul domaine de l'imagination. Certes, chacun des partis socialistes de l'Europe du Sud se trouve affronté à des stratégies communistes différentes : junte démocratique en Espagne, compromis historique en Italie, orientations de Cunhal au Portugal. Mais je suis convaincu qu'ici et là rien ne sera finalement possible pour la gauche sans passer par l'existence d'alliances P.s.-P.c. du type de celle que nous connaissons chez nous. Ou bien se développeront soit des expériences de « troisième force », soit des formules d'« union nationale » dont les travailleurs feront partout les frais. »

Parti socialiste

«UN CADRE POUR LES CADRES»



Une analyse socialiste du problème des cadres : à l'heure où même les adhérents de la C.g.c. manifestent, Jean Le Garrec, membre du Comité directeur du P.s. et cadre supérieur dans une entreprise multinationale, en trace ici les grands axes.

Il est très rare que des cadres descendent dans la rue. C'est je crois, la quatrième fois depuis la Libération, que la C.g.c. était amenée à lancer un mot d'ordre de grève comme celui du 18 décembre dernier. Il est donc important de voir ce que recouvre cette manifestation.

A mon avis, le problème du déplafonnement est un faux problème. Même si la principale revendication des cadres C.g.c. portait sur ce point, je dirai, à la limite, qu'elle leur a servi de prétexte. En fait, c'était surtout le moyen, pour eux, de concrétiser un malaise plus profond mais diffus, donc difficile à exprimer.

Je vais même plus loin, en ce qui concerne le déplafonnement : je demeure persuadé — même s'il faut procéder par étapes — que les cadres admettront de plus en plus, la nécessité d'un statut unique pour tous les salariés. Cela, bien sûr, dans certaines conditions. Ainsi, il faudra qu'ils aient la certitude que cette unification ne constitue pas une diminution de leur statut social, mais plutôt une amélioration du statut des autres salariés. Et surtout, il faudra qu'ils se rendent compte que les salariés ne représentent plus cette catégorie de citoyens taillables et corvéables à merci, ce qui implique plus de justice fiscale. A ces conditions, je pense que la réticence des cadres serait bien inférieure à ce que l'on imagine. Dans ce sens, la gauche, elle, pourrait proposer un ensemble de mesures cohérent capable d'entraîner leur adhésion.

Pour en revenir à la manifestation du 18 décembre il faut, pour en saisir les différentes données, la replacer dans un contexte plus général. Depuis très longtemps, on parle de « la crise des cadres ». Indiscutablement, cette crise existe et s'est même accentuée au cours de l'évolution de la situation politique, économique et sociale. Concernant les cadres, différentes théories ont vu le jour. Très diverses, elles n'en comportent pas moins un certain nombre d'analyses communes qui permettent de mieux cerner cette catégorie de salariés.

Une première constatation s'impose : d'origines sociales très différentes, les cadres constituent un ensemble extrêmement hétérogène parcouru par les courants les plus divers. Impossible de les considérer comme formant un bloc. Il y a autant de différence entre le secrétaire général d'une très grosse société et le cadre d'une petite entreprise qu'entre ce cadre et un ouvrier. Pour illustrer ce point-là, je me référerai à des informations données par une enquête récente qui montre bien l'évolution de ces différentes couches sociales à l'intérieur du grand groupe des cadres.

Depuis la Libération, les cadres sont à la recherche de leur identité. Effort illustré en partie par la C.g.c. La volonté de développer une stratégie de classe moyenne trouvait à cette époque une résonance particulière dans ce milieu extrêmement hétérogène des cadres. Trente ans plus tard, il s'avère que cette stratégie est de plus en plus combattue, et de deux côtés à la fois : par le haut, avec une intégration dans la classe dirigeante pour une partie d'entre eux, et par le bas, à cause d'une convergence d'intérêts avec la classe des travailleurs et du salariat pour le plus grand nombre.

C'est ce double mouvement qui s'est amorcé depuis quelques années chez les cadres et qui est déterminant pour la période à venir. Les chiffres que nous avons sur la syndicalisation dans cette catégorie de salariés illustrent bien ce phénomène En gros, 15 % des cadres estiment qu'il n'est pas nécessaire d'appartenir à une organisation syndicale. Ils se considèrent comme partie intégrante du patronat. Il est évident que l'on retrouvera dans ces 15 % une majorité des cadres supérieurs ayant les diplômes les plus côtés, et appartenant, en général, aux tranches d'âge au-delà de 45 ans. D'un autre côté, 48 % d'entre eux estiment nécessaire d'appartenir à une organisation syndicale, à condition que son action soit spécifique aux cadres. Là, on retrouve ce qui demeure de l'idéologie des classes moyennes. Enfin, environ 30 % des cadres jugent nécessaire d'avoir une action syndicale qui prenne en charge collectivement l'ensemble des problèmes de toutes les catégories de travailleurs.

Ces trois pourcentages montrent bien ce qui est en train de se produire : cette catégorie ambivalente de salariés qui s'est efforcée de trouver sa réponse dans le développement d'un système idéologique de classe moyenne, réalise maintenant que cette réponse n'est plus possible. Subissant un double tiraillement, elle va progressivement être amenée à choisir. Il est évident qu'en tant que membres d'une organisation politique, nous sommes très attentifs à l'évolution des 30 % de cadres qui se montrent déjà ouverts aux syndicats ouvriers et qui commencent à s'y intégrer. Mais pour nous, l'enjeu porte aussi sur les 50 % de cadres qui considèrent nécessaire de s'organiser, mais le font sur leurs propres bases.

Crise idéologique

Le taux d'adhésion de cadres dans les syndicats est encore très faible aujourd'hui. S'ils sont 25,7 % à être syndiqués, à peine 5 % d'entre eux ont des fonctions électives. Par ordre d'importance vient d'abord la C.g.c., porteuse de ce modèle idéologique de classe moyenne. Puis viennent, par ordre

de représentativité, et sur une stratégie de lutte des classes, la C.f.d.t., la C.g.t. et F.o. surtout dans la Fonction publique.

Si l'on pouvait déterminer des étapes dans cette « crise des cadres », je prendrais deux dates : l'année 1960 et l'année 1970.

1960, pour les cadres, c'est la découverte de la gestion, du management et des méthodes américaines. Il leur semble que « le modèle américain » apporte une réponse à leurs préoccupations.

L'année 1970 leur apporte une autre révélation : à travers la crise de Mai 1968, qu'ils ressentent à retardement, les cadres découvrent que ce monde de la technostructure, une petite partie d'entre eux seulement pourra y accéder. Là encore, on commence à avoir des informations chiffrées assez précises. Ainsi, si 17 % des cadres refusent l'idée d'une crise, 81 % pensent que nous sommes dedans. Parmi ces derniers, quels remèdes sont proposés pour l'enrayer ? 15 % d'entre eux pensent qu'il faut plus d'autorité : là se dessine le mouvement qui, partant du corporatisme et de la défense du statut, va progressivement glisser vers une droite de plus en plus dure. D'un autre côté, 33 % estiment qu'il faut plus de justice, et 35 % — déjà — qu'il faut changer la société.

Pourquoi cette découverte d'une crise chez les cadres ? Parce que toutes leurs caractéristiques sociologiques, qui leur permettraient de s'identifier, ont subi des coups très durs.

A quoi reconnaissait-on un cadre ? D'abord, à son système de consommation, très fortement marqué dans sa manière de s'habiller, de se loger, de se distraire. C'est la catégorie sociale qui a le plus porté un système de consommation différentiel aussi typé. « Un cadre pour les cadres », disait une publicité pour un ensemble immobilier de Balkany. Il est évident que la crise économique, et aussi idéologique, a attaqué de plein fouet leur conception de la consommation. L'image du « jeune cadre dynamique » maintenant devient facilement un sujet de raillerie.

Autre effondrement dans leur univers : la croyance très profonde en la réussite individuelle grâce à la compétence et au travail. Progressivement, ils ont dû se rendre à l'évidence : un tout petit nombre seulement accède à cette réussite, et les critères de désignation de ces responsables ne dépendent pas forcément de leurs compétences. Là encore, les chiffres parlent : presque 80 % des cadres remettent en cause le système de désignation des dirigeants dans les entreprises. C'est énorme ! Car remettre en cause ce système de désignation du chef dans l'entreprise — même si c'est timide et confus — c'est remettre en cause l'institution. Un autre pourcentage vient éclairer le précédent, et montre encore davantage l'ambiguïté persistante au niveau de ces couches sociales. En effet, si une moitié des cadres pensent que c'est à eux de jouer un rôle déterminant dans la désignation du chef d'entreprise, l'autre moitié pense que l'ensemble du personnel est concerné par cette question.

Autre caractéristique fondamentale dans l'activité d'un cadre : c'est l'impression de jouer un rôle important dans la vie de l'entreprise. Aux U.s.a. les cadres sont appelés









« executives » : ceux qui jouent un rôle décisif au niveau de l'action. Là encore, la crise économique met les cadres à rude épreuve. Peu à peu, avec la multiplication des concentrations d'entreprises, les centres de décision s'éloignent, les tâches se différencient, les cadres ne deviennent le plus souvent qu'un rouage parmi d'autres rouages, se bornant à exécuter une politique décidée ailleurs. Avec quelquefois encore moins d'informations globales que les délégués du personnel. Ce rôle auquel ils ont cru, bien des cadres sont obligés de constater qu'il ne correspond plus à sa réalité professionnelle. Et, pourtant, tous ne veulent pas l'admettre. L'attitude d'une partie des cadres après la mise en détention provisoire de trois d'entre eux à la suite d'accidents mortels du travail est, à ce titre, révélatrice.

Au lieu de profiter de la situation pour montrer l'incohérence d'un système qui leur fait prendre en charge un certain nombre de responsabilités sans leur donner les moyens réels de les assumer, ils ont préféré crier au scandale et ne pas voir la réalité. J'ai alors envie de poser une question : cette responsabilité que les cadres revendiquent de plus en plus et qu'ils ont de moins en moins, vont-ils la situer par rapport à l'ensemble des salariés ? Ou, en allant plus loin, vont-il l'étendre à l'ensemble des utilisateurs du produit fabriqué dans l'entreprise ? Ou bien est-ce qu'ils vont se contenter de la situer uniquement par rapport à une entité d'entreprise dont ils savent qu'elle existe de moins en moins ?

Une chose est certaine : c'est leur souci même de l'efficacité et du productivisme qui pousse les cadres à découvrir la nonrationalité du capitalisme. Beaucoup d'entre eux sont bien placés dans les entreprises pour connaître les gâchis extraordinaires d'hommes et de moyens. Nombreux sont ceux qui réalisent que souvent, une fois les comptes terminés, l'effet destructif l'emporte de loin sur l'effet constructif. Cette découverte constitue un élément important de leur prise de conscience.

Dans les années à venir, la plupart des cadres devront trouver une réponse idéologique aux questions qu'ils se posent. Ou, cantonnés dans un système corporatif de défense de leur statut, il évolueront de plus en plus vers la droite ; ou ils accepteront de lier leurs problèmes à ceux de l'ensemble des travailleurs. A ce stade, il est probable que c'est le Parti socialiste qui offre le plus de réponses pouvant les aider à se situer politiquement. Pourquoi ? Parce que l'ensemble de la stratégie du P.S., qui s'organise autour de l'unité, du front de classe, du socialisme autogestionnaire, prend en charge les différents aspects d'une crise qui n'est pas seulement économique, mais aussi politique et idéologique.

Concernant le socialisme autogestionnaire, surtout, nous devons inlassablement nous attacher à montrer que c'est un projet politique qui interroge tous les systèmes de pouvoir aussi bien dans l'entreprise qu'en dehors, aussi bien celui de l'Etat que les pouvoirs régionaux. Car les cadres sont suffisamment hommes d'entreprise pour savoir qu'ils ne trouveront pas toutes leurs répon- →

changer la vie
sociale et économique

STAGIAIRES AU RABAIS

Pour caser des chômeurs, il faut un peu d'imagination. En ce moment l'Agence nationale pour l'emploi, avec le concours bienveillant de l'Assistance publique de Paris, n'en manque pas. Elle vient, en effet, de mettre au point un système de stages de « pré-formation » qui fonctionne pour la plus grande satisfaction de l'une et de l'autre. Des « pré-formés », il n'était guère question, jusqu'à ce que le syndicat C.f.d.t. du personnel de l'Assistance publique s'en mêle. « En fait de pré-formation, explique ce syndicat, il est surtout question pour l'A.n.p.e. de gommer quelques chômeurs de ses statistiques ; et, pour l'Assistance publique, de bénéficier d'un personnel à des salaires défiant toute concurrence ».

Que l'on en juge : on prend des jeunes qui, pour la plupart, ont déjà travaillé, mais ne touchent aucune indemnité, et on les envoie dans les hôpitaux pour trois mois faire ce stage. En quoi consiste-t-il ? Le stagiaire doit faire au minimum 4 heures de ménage par jour avec, en plus, quelques vagues cours de culture générale et d'entretiens avec du personnel hospitalier de bonne volonté. Au bout de ces trois mois, s'il a donné satisfaction, le stagiaire devrait être nommé agent hospitalier avec possibilité de suivre des cours de formation d'aide soignant.

Premier scandale dénoncé par la C.f.d.t. : ces « préformés » touchent 377 F par mois, soit 4,28 F par heure. A côté, le smicard fait figure de favorisé. Mais, surtout, la C.f.d.t. ne croit pas à l'engagement de ces « pré-formés » à la fin de leur stage : « Quand l'A.p. embauche, le nouvel arrivant est directement nommé agent hospitalier intermittent avec un salaire de 1 700 F environ ». Et personne n'a entendu parler de création de nouveaux postes budgétaires.

« C'est l'Assistance publique qui a été choisie comme ballon d'essai, poursuit la C.f.d.t. Déjà on parle de faire appel selon les mêmes méthodes, pour l'A.p. et d'autres administrations, à des dactylos, des secrétaires, etc., avec un stage de huit mois... »

FAMILLE : « SAUPOUDRAGE ET HYPOCRISIE »

« Les principes et premières orientations d'une politique globale d'aide et de soutien aux familles » présentés par Simone Veil, ministre de la Santé, en ce début d'année n'ont pas déclenché l'enthousiasme, c'est le moins que l'on puisse dire. « Quelques dispositions pratiques de portée fort réduite, le reste demeurant vague et renvoyé aux années prochaines », a commenté Henri Krasucki pour la C.g.t. « Un saupoudrage, affirme Robert Bono responsable à la C.f.d.t., pour ne pas parler de trompe-l'œil ». « Sans doute faudra-t-il aller plus loin », a estimé de son côté André Bergeron, secrétaire général de F.o.

Toutes les mesures annoncées pourraient ne pas manquer d'intérêt. Ainsi 900 F par mois aux femmes chefs de famille (veuves, divorcées, mères célibataires) auxquels s'ajouteront 300 F par personne à charge pourraient constituer une réparation de l'injustice qui pèse sur ces familles sans hommes. « Mais, demandent les syndicats, dans quelles conditions cette prestation sera-t-elle attribuée ? »

Une inquiétude légitime. Il y a des précédents. L'allocation de frais de garde, tout le monde s'en souvient, avait été annoncée à grand renfort de publicité. Bilan : la première année, 800 familles, pour toute la France, l'avaient touchée ! Et en 1973, seulement 3 000 familles de la région parisienne y avaient eu droit.

En dehors de cette allocation de 900 F plusieurs projets de loi seront présentés à la prochaine session parlementaire :

- **pour dispenser du service militaire les pères de moins de 22 ans ;**
- **pour donner un congé de 8 semaines aux femmes adoptant un enfant.**

Pour le reste, ce sont des souhaits dont l'accomplissement n'est pas pour demain :

- **plus de H.l.m. de grande taille ;**
- **congé sans solde de deux ans pour les femmes voulant élever leurs enfants (si les employeurs le veulent bien).**

« En fait, constatent la C.g.t. et la C.f.d.t., l'enveloppe des prestations familiales n'est pas changée. Ce qui sera donné d'un côté sera pris d'un autre. C'est une fois de plus une formidable hypocrisie ! »

LA SANTE OU L'HISTOIRE ?

L'hôpital de Sedan date de plusieurs siècles : saint Vincent de Paul y fut curé après le rattachement de la ville à la France.

Après des années de palabres, un nouveau bloc hospitalier de 5 niveaux (120 lits) devait être enfin construit dans la cour en 1975, selon le financement suivant : 20 % pour l'Etat (avant c'était 40 %, et de plus il récupèrera pratiquement autant de T.v.a. !). Région : 10 %. Prêt sans intérêt de la Sécurité sociale : 40 %. Budget de l'hôpital : 30 %.

Las ! Sous prétexte de la proximité d'une vieille manufacture abandonnée, mais classée, la C.r.o.i. (Commission régionale des opérations immobilières), sur simple rapport écrit de l'un de ses membres, a fait dédoubler le projet en deux blocs de 3 et 2 niveaux, dont le financement supplémentaire devra être assumé par l'hôpital, c'est-à-dire par le prix de journée payé par les malades. C'est-à-dire, en fin de compte, par la Sécurité sociale et les budgets locaux de l'Aide sociale. Au total 150 à 200 millions d'A.F. ! Chirac et Fourcade peuvent dénoncer le déficit de la Sécurité sociale des travailleurs !

Le maire, Gilles Charpentier (Union socialiste) a alerté les groupes de son Conseil municipal, qui doit garantir les emprunts. Evidemment, Sourdille (U.d.r.) et les centristes sont restés muets. Mais sous l'impulsion de Dromby et Démoulin, conseiller général et adjoint socialistes, de Josette Abescat, Roger Petit et Gaston Munau, secrétaires des sections locales du P.s., élus et militants socialistes ont lancé une pétition pour le maintien du premier projet. Pétition qui a déjà reçu des milliers de signatures en quelques heures de présence sur les marchés de l'arrondissement.

Les élus socialistes ont proposé aux syndicats et partis de gauche une démarche commune auprès du préfet des Ardennes et du préfet de Région. Gilles Charpentier est bien décidé à aller jusqu'au ministère, si le sursaut populaire contre cet investissement supplémentaire improductif ne suffit pas.

PRIX : IMPRESSIONNANT !

Le « bout du tunnel » étant en vue, le gouvernement vient de décider une série impressionnante de hausses. Outre la S.n.c.f., le tableau de chasse de Fourcade est impressionnant : dès le début janvier, le téléphone (+ 11 %), le télégramme (+ 28,6 %), les pneumatiques (+ 20 %), le P.m.u. (+ 66 %), la redevance T.v., certains loyers, les assurances auto (+ 7,5 %), les produits laitiers frais (+ 3 %), les biscottes (+ 5 %), les récepteurs de télévision, l'équipement ménager, les livres (+ 6 %), les tissus et quelques produits alimentaires !

Cela n'étant pas suffisant sans doute, d'autres augmentations sont prévues : l'électricité (+ 14 %), le gaz (+ 5 %), les automobiles (+ 5 %) (pour Renault c'est déjà fait), les cigarettes et l'alcool (+ 14 %). Et pour faire bonne mesure, c'est au moment où il décide de donner un coup d'accélérateur à la hausse des prix que le ministre de l'Economie a ramené de 7,5 % à 6,5 % le taux d'intérêt des livrets de Caisse d'Epargne. Ce doit être ça que l'on appelle être social !

«UN CADRE POUR LES CADRES»

ses dans l'entreprise. Ils savent que c'est dans un projet plus complexe, prenant en compte l'ensemble des données, que réside une réponse.

C'est ainsi que, peu à peu, cette interrogation profonde doit se transformer et devenir une capacité offensive à remettre en cause le capitalisme lui-même. Il faut bien voir d'ailleurs que, pour beaucoup de cadres, cela peut passer par une remise en cause de leur statut personnel. Y compris de leurs avantages. Déjà, 60 % des cadres acceptent très bien une augmentation plus rapide des salaires les plus bas. Et, éventuellement, une réduction de l'éventail hiérarchique.

Incontestablement, si on ne peut pas encore parler d'une conscience de classe, on peut cependant parler de l'émergence d'une conscience d'appartenir à un ensemble salarial très large comprenant ouvriers et employés. A l'heure actuelle, on peut dire que cette conscience est déjà très nette pour les cadres de moins de 35 ans et pour les cadres techniciens, proches de l'outil productif.

C'est à partir de cette analyse que nous, militants socialistes, nous devons travailler. L'un des premiers problèmes auxquels nous devons nous attaquer se pose en ces termes : pourquoi, malgré une conscience grandissante, y a-t-il si peu de cadres dans les organisations politiques ? Parmi d'autres, une réponse commence à faire son chemin : le langage politique, le flou qui l'accompagne volontiers, sa difficulté à lui permettre de saisir les problèmes en termes de réalités vécues, rendent malaisé pour un cadre un engagement en termes de militantisme.

Nous savons que cette démarche sera difficile, d'autant plus qu'elle comporte probablement une ambiguïté fondamentale. Car cette alliance offensive contre le capitalisme, ce désir de trouver un système de réponse peuvent aussi recouvrir en partie, pour beaucoup de cadres, la volonté plus ou moins claire de reconquérir un pouvoir qu'ils sont en train de perdre. Ce n'est pas notre propos à l'heure actuelle où la lutte contre le capitalisme reste primordiale. Mais je pense que nous commettrions une erreur grave si nous n'éclairions pas cette contradiction secondaire.

En attendant d'arriver à ce stade, nous en sommes à constater que pour rares qu'ils soient, les exemples de cadres se solidarisant avec les travailleurs de leur entreprise existent quand même. S'ils sont peu nombreux, il ne faut pas oublier non plus que les risques courus par un cadre soutenant les revendications de salariés sont importants. Licencié, il aura énormément de mal à retrouver du travail. Aucune entreprise à l'heure actuelle n'engage un cadre sans faire une enquête. Je crois donc qu'il faudra des situations très tendues pour qu'apparaisse ce type de manifestation. Mais il faut bien se dire aussi que de telles situations risquent de se multiplier dans les années à venir.

Propos recueillis par CHRISTINE COTTIN



Nous avons publié dans notre numéro du 25 décembre un conte de Piem que nos lecteurs ont beaucoup apprécié. Nous avons le plaisir de leur annoncer que Piem a choisi « l'Unité » pour y tenir, pour la première fois, une chronique régulière.

Ils marchaient tous les deux côte à côte sur la grande route déserte. Le garçon avait mis sa petite main dans celle de son père et, par ces deux mains enlacées, passait tout un courant de confiance et de complicité.

Il y avait déjà dix ans qu'ils allaient ainsi, en silence. Ils avaient accumulé un tel capital de tendresse et de compréhension que le petit garçon se décida enfin à parler.

— Dis papa, Giscard vient de se pencher sur le problème de la famille. C'est quoi la famille ?

— C'est une cellule avec des enfants, c'est nous deux et puis ta mère et tes quarante-sept frères et sœurs.

— Pourquoi, tout d'un coup, Giscard il s'occupe de nous ?

— A cause des Chinois...

— ... ?

— Ils sont beaucoup plus nombreux que nous.

— Ils n'ont pas le droit ?

— NON ! ça s'appelle le péril jaune. Imagine qu'un jour tous les Français soient jaunes ; on aurait bonne mine.

— Dis papa, ils sont nombreux les Chinois ?

— 787 millions, à un ou deux millions près.

— Alors c'est facile, on n'a qu'à être 800 millions.

— Ce jour-là le Giscard de Chine qui l'apprendra certainement, va crier au péril blanc et il se penchera à son tour sur le problème de la famille chinoise.

— Et ils seront encore plus nombreux que nous ?

La route était déserte, ils cheminaient tranquillement dans l'obscurité naissante ; on entendait seulement le murmure d'une source d'eau vive.

— Mon fils, reprit le père, tu apprendras que les Français ne baisseront jamais la tête et si les Chinois nous rattrapent, nous referons encore plus de Français. C'est la Civilisation qui est en jeu (il avait dit Civilisation avec un C majuscule).

— Dis papa, c'est un jeu de con ?

— Voilà sûrement un mot qui a dépassé ta jeune pensée, dit le père un peu effrayé car il avait cru apercevoir le profil de Michel Debré derrière un buisson d'aubépines. Dans la vie il faut être lucide. Le jour, et seulement ce jour-là, où les Chinois accepteront d'être moins nombreux que nous, alors nous pourrons envisager une diminution de notre population.

— Papa quand je serai grand, j'aurai 250 milliards d'enfants.

— C'est beaucoup, répondit le père qui avait le sens de la mesure.

— Dis papa Dieu il est Chinois ?

— Non il est Français sans ça il ne serait pas Dieu (le père dans sa jeunesse avait été un fidèle lecteur de Charles Péguy).

Lentement en réfléchissant en silence à tout ce qu'ils venaient de dire, le père et le fils rentrèrent à la maison.

Le soir était tombé, une cigale chantait, une lumière brillait par la porte entrouverte du petit pavillon.

La mère les attendait sur le pas de la porte. « Rentre vite, dit-elle à son mari, les enfants ont la jaunisse. »

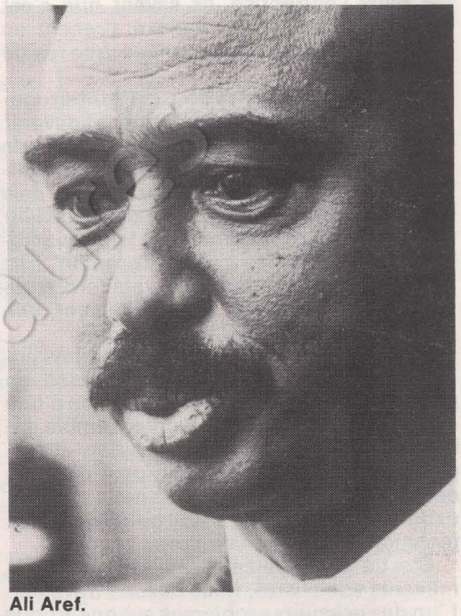
PIEM

DJIBOUTI: T.o.m.-D.o.m. UN POTENTAT OU LE PEUPLE

Il est encore temps pour le gouvernement français de choisir son interlocuteur à Djibouti : un potentat démonétisé, Ali Aref, ou la grande formation, la L.p.a.i., représentant vraiment le peuple.

A l'issue de l'ultime Conseil des ministres de 1975, le 31 décembre, le porte-parole du gouvernement français l'a annoncé : le « Territoire français des Afars et des Issas », c'est-à-dire Djibouti, a désormais « vocation à l'indépendance », Paris s'engageant à lui garantir « l'intégrité de ses frontières et sa sécurité ».

Il est vrai qu'il devenait difficile au Pouvoir de continuer à tergiverser. Le 12 décembre encore, l'Assemblée générale de l'Onu l'invitait à accorder à ce T.o.m. « l'indépendance immédiate et inconditionnelle ». Inconditionnelle ? Il ne le semble à personne... Ni au voisin de Djibouti, la République démocratique de Somalie, inquiète de récents mouvements, à sa frontière, des forces françaises stationnées sur le Territoire ; ni aux Djiboutiens eux-mêmes qui — par la voix du puissant parti d'opposition, la Ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.p.a.i.) — réclament le départ de ces troupes en même temps que l'indépendance immédiate et la démission tout de suite d'Ali Aref, le mini-dictateur de Djibouti. Celui que Valéry Giscard d'Estaing a reçu le 30 décembre comme quasi dépositaire de la future indépendance est pourtant de plus en plus contesté à Djibouti, où « l'ordre » ne règne plus que par quadrillage — tout un quartier



Ali Aref.

GUYANE : LA RECULADE DE CHIRAC

De notre correspondant.

Ce drôle de père Noël n'avait pas grand-chose dans sa hotte. Du voyage de Jacques Chirac chez eux (1), les Guyanais ne conservent déjà plus que des souvenirs mêlés : trois réunions publiques interdites, circulation et stationnement réglementés dans le centre de Cayenne pour les piétons non porteurs d'une autorisation spéciale (!), gardes mobiles disséminés dans toute la ville... C'est par ces méthodes de la plus belle veine colonialiste que la préfecture de la Guyane assure aujourd'hui à tout ministre — et à plus forte raison au premier d'entre eux — une visite sans histoire. Brève, il faut bien dire ! Arrivé le 23 décembre à 19 h, Chirac est reparti le surlendemain à 12 h...

Encore Chirac n'a-t-il pas consacré ce temps, déjà aussi ridiculement court, à la concertation et au dialogue avec les élus locaux, puisque mercredi à midi il s'envolait vers l'intérieur afin de passer, après de brèves escales à Kourou et à Saint-Laurent, les fêtes du réveillon à Maripasoula avec les Indiens.

« Visite essentiellement touristique », commentait, avec amertume, l'un des piliers de l'U.d.r. en Guyane à propos de ce voyage qui devait pourtant être « historique », donner le départ officiel du « plan Guyane » et de la conquête de l'Ouest version française. Après les fracassants propos du secrétaire d'Etat Olivier Stirn, on attendait des précisions sur la mise en œuvre de cette grande entreprise, des détails sur la procédure et les moyens envisagés, des chiffres, des noms... Rien de tout cela : Chirac est resté des plus circonspects, démentant de fait les affirmations confuses et hâtives de Stirn, resté étrangement silencieux aux côtés du Premier ministre durant toute la visite.

Car il n'est plus question de peuplement intensif. De même est-il précisé que le bouleversement économique de la Guyane ne se fera plus brusquement, sur un coup de baguette magique, mais demandera au contraire une dizaine d'années. La forêt guyanaise ne sera pas abattue sans qu'on prévoie sa régénération et des précautions seront prises pour que le déboisement des sols ne risque pas de les détruire, etc. — Chirac dixit. Surtout, les emplois créés seront réservés en priorité aux habitants de la Guyane, ce qui devrait freiner, sinon annuler, toute immigration, du moins dans les années à venir : il ne s'agit en effet que de 4 000 à 5 000 emplois, pas plus — soit 1 500 dans l'agriculture et 2 600 à 3 200 dans l'exploitation forestière, dont 1 500 à 2 000 pour l'usine de pâte à papier... Autant de postes que les Guyanais pourront presque exclusivement occuper.

Ce n'est pas sans une certaine satisfaction que le Parti socialiste guyanais a enregistré la promesse du Premier ministre que rien ne sera fait dans l'avenir sans qu'y soient associés étroitement les Guyanais. Dans une intervention remarquée, Léopold Héder, sénateur-maire socialiste de Cayenne, avait déclaré : « Est-il concevable que les destinées de ce pays et ses affaires courantes relèvent de la centralisation parisienne la plus désuète comme la plus inefficace ? »

La reculade spectaculaire du gouvernement n'est pas un miracle de Noël : on la doit aux protestations contre le plan néo-colonialiste d'immigration qui sont montées tant des partis de gauche guyanais, antillais et métropolitains, que des voisins des Caraïbes — dont douze chefs de gouvernement, y compris la Guyana, ont condamné, le 12 décembre dernier, le plan Stirn. Reste, entier, urgent, le problème des rapports d'échange entre la Guyane et la France, qui a paru ici ne pas même effleurer l'esprit de Chirac.

J.B.

(1) Voir aussi la chronique de François Mitterrand dans notre précédent numéro.



Une foule énorme, les mains sur la tête en signe de deuil, le dimanche 21 décembre, à Djibouti.



Manifestants de la L.p.a.i.

est ainsi « bouclé » et ses demeures fouillées par policiers et paras français depuis l'attentat perpétré samedi contre un gendarme. Tout rassemblement de plus de 3 personnes est interdit. Il y a eu 300 expulsions, plusieurs dizaines d'arrestations « pour enquête ». Et l'administration centrale vient de réclamer 3 000 hommes pour renforcer sa surveillance.

Cela fait quinze ans que ce même Aref avait été installé à la tête de l'exécutif de Djibouti en vue de faire taire les premiers cris d'indépendance. Le 19 mars 1967, la population ne choisit que par 22.555 voix contre 14.666 de rester française — et l'on sait que la fraude électorale a toujours fleuri ici, dès avant les dernières élections présidentielles... A côté de la Chambre des députés dont dispose le Territoire — 40 membres, dont déjà 13 viennent de rallier l'opposition — un haut commissaire est le délégué du gouvernement français ; il promulgue les lois et décrets et assure leur exécution.

C'est avec l'aval de Paris et de ses représentants locaux qu'Ali Aref a pu instituer une politique s'appuyant sur la violence, les divisions ethniques de la population, le maintien de l'ignorance (taux de scolarisation : 12 % ; sur 2.500 élèves qui se sont présentés au concours d'entrée en sixième, 250 reçus, en majorité européens ; 6 élèves reçus au bac en 1975 parmi la population autochtone ; 2 médecins formés en 110 ans de colonisation !). L'état sanitaire ? Officiellement : 10 % de la population est atteinte de tuberculose, mais plus vraisemblablement 20 %. La majorité des habitants du T.o.m. vit dans des bidonvilles fabriqués avec des caisses de whisky, des tôles et des cartons. Le coût de la vie est bien plus élevé qu'en métropole et comme à travail égal le Djiboutien est payé trois fois moins que l'Européen... De toute façon, le chômage atteint des proportions catastrophiques.

Et pour qui veut protester, gare ! Ainsi, le 18 décembre, la voiture d'Ali Aref, conduite vide par son chauffeur, est huée par des jeunes gens. Quelques minutes plus tard, un garde du corps d'Ali Aref tire à la mitraillette sur les passants : deux morts, âgés de 14 et 35 ans (un père de deux enfants) et trois blessés graves.

C'est d'ailleurs ce nouveau crime commis par les prétoriens d'Ali Aref qui a permis de renforcer encore la détermination de la population de Djibouti à s'unir au sein de la L.p.a.i.,et à constituer 8 comités de quartier — qui, chaque soir, permettent aux adhérents de s'informer et de se former, et en moins de deux heures de rassembler tout le monde pour une action déterminée. La L.p.a.i. a ainsi fait respecter aux Djiboutiens une consigne de 2 jours de deuil et 5 000 ou 6000 personnes étaient présentes le 19 décembre à l'enterrement des victimes. Pour exprimer sa colère, un grand rassemblement de deuil eut lieu le dimanche 21 — soit 30.000 participants selon les estimations officielles, 60 000 selon la Ligue. Enfants, femmes, hommes, tous étaient là. La circulation des taxis et des autobus était stoppée, les conducteurs faisant grève par solidarité. Les dirigeants de la L.p.a.i., son président Hassan Gouled Aptidon ainsi que Ahmed Dini et Idris Farah Abane, rappelèrent les objectifs immédiats de leur lutte. Martine Noël, assistante D.o.m.-T.o.m. au Parti socialiste, arrivée le matin même, réaffirma au nom du P.s. le droit à l'autodétermination de la population de Djibouti, la possibilité d'accéder à l'indépendance par la voie démocratique et son soutien à la L.p.a.i., rappelant au passage le rôle non négligeable joué dans cette organisation par l'U.f.s., l'Unité des femmes socialistes.

L'intervention du P.s.

Pour ne pas être en reste, Ali Aref organisait le même jour une contre-manifestation destinée à lancer le nouveau nom de son parti : « Union et progrès dans l'ensemble français » ; ce même parti vient d'être débaptisé pour se transformer en « Union nationale pour l'indépendance » — bel opportunisme politique... Cette cérémonie brilla par l'absence remarquée du fondateur du « nouveau » parti. Les deux manifestations, distantes de quelques centaines de mètres, eurent un succès fort différent : en effet, moins de 3.000 personnes, selon les estimations officielles, assistaient à la création de cette « Union ».

Dès lundi prochain, une délégation de la L.p.a.i. — dont les revendications ont déjà le soutien de l'Onu et de l'Organisation de l'unité africaine — sera au Mozambique, où se réunit le Comité de décolonisation de l'O.u.a. Bien que sa demande d'audience à Valéry Giscard d'Estaing soit restée sans réponse, cette délégation se rendra à Paris en vue d'une rencontre avec le gouvernement français. Il est encore temps pour celui-ci de choisir son interlocuteur : le potentat démonétisé Ali Aref, ou la grande formation qui représente vraiment le peuple de Djibouti.

ALAIN VIVIEN et
MARTINE NOEL

Paysans

« Le foie gras, oui ! Mais le maïs... »

De notre envoyé spécial

« Ça vaut combien à Paris ? » « Ça », sorti du bocal, découpé en gros morceaux, c'est du foie gras de canard béarnais. J'avoue ne pas connaître le prix. Jojo, bon enfant, enchaîne : « De toute manière, celui-là est meilleur ». Jojo, c'est le patron. 46 ans, petit, souriant, vif comme un demi de mêlée, il traverse la cuisine en quatre enjambées. Ici, c'est le domaine de sa sœur. Tout comme les volailles et les cochons. Lui s'occupe des vaches, des veaux, des machines et du maïs. Assis au bout de la table, il va surveiller les verres. Les assiettes, ce sont les femmes qui s'en occupent. Sur la table, après la soupe de légumes, le foie gras, deux pintades — « La dinde c'est trop dur, trop sec » —, les frites et le café, on va poser les coudes. Il y a Jojo, sa sœur et les trois cousins : « Eux, ils n'ont pas de femme à la maison, il ne faut pas les laisser seuls ».

Le foie gras, on l'a mangé. Sans trop en parler. Ce Noël il y a, dans le Béarn, d'autres sujets de discussion. Tout d'abord les prix. « Le foie gras ? Ça se vend bien. 160 F le kg. Mais on n'en fait pas des tonnes ». En revanche, le maïs ! Au bout de deux heures j'aurai l'impression de tout savoir sur le maïs. « En 1973, le prix de base du quintal était de 50,46 F. En 1974, il est monté : 62,35 F le kg. Cette année ? Il est à 62,48 F. » Une augmentation de 0,2 %. Jojo ne parle pas en pourcentage. Il sort des papiers, les comptes de la coopérative. « Et en plus, il y a eu la sécheresse. Moi, je n'ai pas à me plaindre. Au total, j'ai fait la même chose qu'en 1974. Mais ça ne fait pas beaucoup d'argent en plus ». Non, ça en fait même moins. Car il y a l'inflation. Jojo n'a pas les mêmes mots que moi. Mais il a ses factures. « L'engrais. Tiens : le 12 /12 (j'apprendrai qu'il s'agit d'engrais potassique), en 1973 il valait 26,30 F les 100 kg, 27,65 F en 1974 et 41,70 F en 1975. Tu mesures ! »

Je mesure. Le tu a remplacé le vous. Au foie gras, il n'en était pas question. Avec le blanc de sa vigne, pas celui de l'année, mais celui d'une bouteille cachetée par son grand-père, on y était presque arrivé. Avec le maïs, il n'y a pas eu de problème. « Fais les comptes ». Jojo s'est levé. Du bureau un peu perdu dans le coin de la grande pièce, il a sorti trois agendas : 1973, 1974, 1975. « Regarde, je marque tout ce que je vends. Le maïs des veaux, les porcelets et le cochon gras ».

Il ne faut pas se tromper. Le cochon gras, c'est tout simplement un cochon que l'on élève pour le charcutier. Rien d'autre. Sauf que, chez Jojo et ses voisins, il est nourri comme « avant » : des raves, du maïs, les épluchures. Chaque jour, la sœur de Jojo fait cuire la soupe. « Regarde ! En 1974, je vendais mes cochons 5,80 F le kg. Cette année 6 F. Et les veaux ? Janvier, c'est le meilleur moment. Regarde mes carnets. Janvier 1973, 10 F le kg ; janvier 1974, 10 F le kg ; janvier 1975, 10 F le kg ».

Doucement, la sœur de Jojo s'est avancée. Elle a sorti son carnet. Page après page, chacune de ses ventes. Les œufs, les poulets, les canards. On lit la même histoire. Celle des « bonnes » années et des autres. Et 1975 est une mauvaise année. Mais elle ne se plaint pas. Sa maison est solide : construite par le grand-père, celui qui était si « travaillant », on s'y sent bien.

« Ce qu'il faut, c'est faire attention. On nous a dit rendement. D'accord. Mais pas n'importe lequel. A quoi ça sert, de faire des poulets de batterie s'il ne sont pas mangeables ? On nous a dit : mécanisez-vous. Moi, je veux bien. Mais pas n'importe comment. Bon, le tracteur, je l'ai acheté. Mais les outils, tout ce qui nous permet d'utiliser le tracteur c'est de la folie de l'acheter tout seul. C'est cher et on s'en sert tout juste une semaine par an. Ici, on les achète à plusieurs. C'est l'entraide. Sans cela... »

C'est là que les trois frères ne sont plus tout à fait d'accord. L'entraide, ils ont essayé. Mais il y avait un voisin qui n'entretenait pas le matériel commun, qui voulait toujours l'utiliser le premier. Bref, ils se sont retrouvés tout seuls sur leurs terres. Alors ressurgit ce que l'on nous a dit être la vieille méfiance paysanne. Ils voudraient bien, mais à condition d'être sûrs que... Jojo, lui, rêve. L'alcool du grand-père, une bouteille qui a plus de 40 ans, y est bien pour quelque chose, mais n'explique pas tout. « Regarde, tu fais un Gaec (1). Il faut bien être 4 ou 5. Chacun s'occupe de ce qu'il connaît le mieux : le maïs, les vaches. Ça va plus vite. On aurait du temps, on travaillerait ensemble. Tu sais, c'est mieux que de travailler seul ».

« C'est pour ça que les jeunes se sont remis à tuer le cochon ». Nénette a coupé son frère. « C'est vrai. Si on le tue c'est parce qu'on aime le jambon, le boudin, le saucisson au poivre. Le nôtre est meilleur que celui fabriqué sur les supermarchés, et c'est moins cher. Mais c'est pour être ensemble quelques jours dans l'année que, dans toutes les fermes, on s'y est remis. Ce jour-là, on travaille. Puis c'est la fête ».

On s'est serré autour du poêle et on fait griller des châtaignes. Les trois frères et leur vieux père sont partis. Jojo va alors parler des autres. Jusqu'à présent il n'avait parlé que de lui. « Ici ça va encore. Mais sur les coteaux...Dans la commune, on vit sur les bonnes années. 1973 en a été une. Depuis, c'est de plus en plus dur. Les réserves s'épuisent. Si 1976 ressemble à 1975, ce sera catastrophique ». Lui qui ne se plaint pas ne m'a rien dit des fermes de célibataires, des journées qui n'en finissent pas, des dettes. Il sait que le foie gras n'a pas suffi à retenir ceux qui sont partis. Et que le conflit, si bon soit-il, ne suffira pas à retenir ceux qui bientôt partiront.

G. P.

(1) Groupement agricole d'exploitation en commun.

Au sein de la gauche française, s'opposent et composent diverses conceptions du socialisme : aux partisans de l'« autogestion » répliquent les partisans de la gestion démocratique. Afin de mieux cerner le débat, Michel BRANCIARD examine, dans son ouvrage :

GESTION SOCIALISTE DES ENTREPRISES

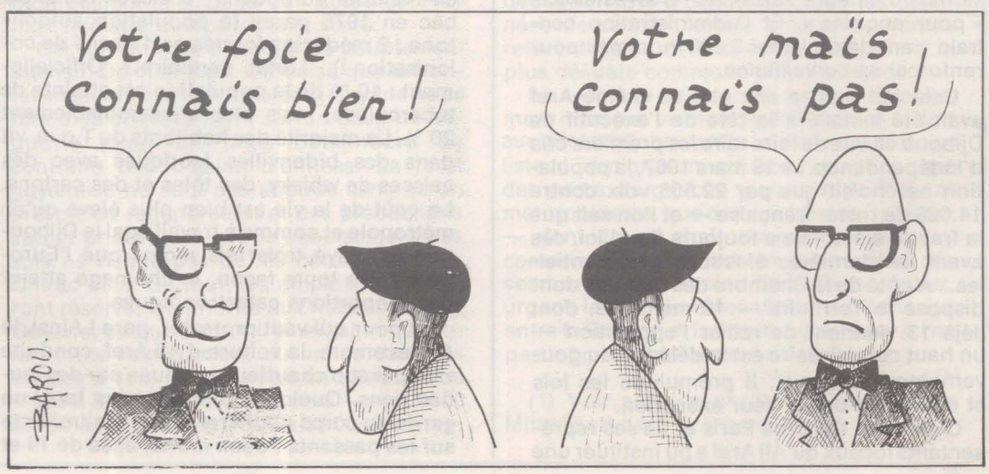
Collection « Comprendre pour agir »

comment ont évolué les méthodes de gestion des entreprises et les problèmes qui se posent actuellement dans deux pays socialistes européens, chacun représentatif de l'un de ces deux types : l'U.R.S.S. et la Yougoslavie.

24 F

LES EDITIONS OUVRIERES

12, Avenue Sœur-Rosalie
75621 Paris Cedex 13





LES PETRO-DOLLARS AU BERCAIL

Grâce aux pétro-dollars, les pays membres de l'Opep allaient devenir propriétaires de la planète... C'était il y a deux ans, depuis la quasi-totalité des pétro-dollars ont regagné leurs pénates pour le plus grand profit de l'impérialisme dominant.

I.b.m., Exxon, Daimler-Benz, Rhône-Poulenc, Michelin, Dassault, 100 Concorde, les Champs-Elysées et la tour Eiffel. Une belle brochette : quelques multinationales, des objets de luxe et des valeurs refuge. Ou le catalogue symbolique d'un système : l'ordinateur, le pétrole, la voiture, la chimie, l'aviation militaire. Et quelques gadgets : Concorde et la tour Eiffel. Ce n'est que la liste des firmes, des valeurs ou des objets que, selon certains, les pays de l'Opep auraient pu — ou dû — acheter en 1975.

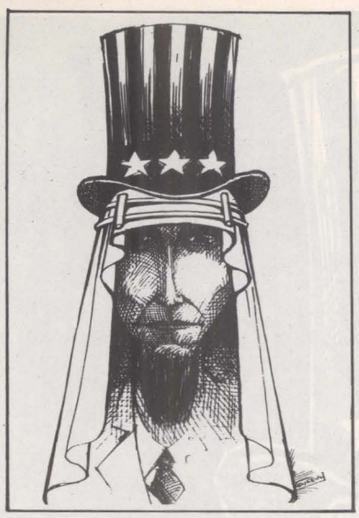
Souvenez-vous. C'était il y a à peine un an. Douze mois auparavant — fin 1973 — le prix du pétrole brut avait quadruplé. Après la « grande peur » due à l'embargo, à croire que nous étions en état de « manque », était venu le temps de l'intoxication : c'était la faute à l'Opep si tout allait mal, si les prix augmentaient, si la production baissait. Cela ne suffisait sans doute pas : après les menaces, toutes verbales bien entendu, de Henry Kissinger, on se mit à expliquer aux habitants des pays industrialisés que le pire ne s'était pas encore produit. Mais qu'il n'allait pas tarder : les pays membres de l'Opep allaient bientôt tout acheter. Grâce aux pétro-dollars, ils allaient bientôt se retrouver propriétaires de la planète. Et pour bien montrer que la menace n'était pas une plaisanterie, quelques journaux, dont l'« Economist » à Londres et « l'Express » à Paris, avaient calculé, suivant « la méthode classique en économie comparée : la réduction du revenu à l'unité de temps », dans combien d'années « nous » serions mangés. En 15,6 années, l'Opep, selon eux devait pouvoir acheter la totalité des sociétés cotées en Bourse dans le monde. Les nouveaux barbares étaient à nos portes et, preuve ultime de leur nocivité, ils allaient s'attaquer à « nos » propriétés !

La rente à partager

A ces savants calculs, on ajouta le folklore. Quittant la haute finance et la Bourse, bref les choses sérieuses, on proposa aux lecteurs le détour imposé dans les casinos. Là, les « nouveaux riches » du pétrole venaient « flamber » : en une nuit, à la roulette, un seul d'entre eux perdait 15 millions de francs. « Un rien, si l'on songe à leurs revenus. » Et aux joueurs de tiercé à 3 F le ticket alors, on expliquait doctement que les « émirs » étaient « dangereux ». En effet, si la seule émotion du « flambeur » véritable est de jouer au-dessus de ses moyens, la seule chose dont on était sûr c'est qu'eux ignoraient cette sensation. Car leurs moyens étaient tels qu'aucune perte au jeu ne pouvait les gêner... Après « nos » propriétés et « nos » casinos, il ne manquait plus que « nos » femmes. Certains journaux comblèrent le vide : c'est par charters complets que les émirs allaient enrichir leurs harems.

Soyons sérieux. Deux années ont passé. I.b.m., Exxon et les autres appartiennent toujours aux mêmes propriétaires. Pour l'essentiel, des Américains. Bien sûr, les « dirigeants » de certains pays pétroliers ont effectué des achats à l'étranger. Pour leur propre compte : villas fabuleuses ou placements d'avenir. Mais la quasi-totalité des pétro-dollars se sont recyclés suivant les intérêts de l'impérialisme dominant.

Depuis toujours, le marché pétrolier s'est limité à trois pôles : les sociétés pétrolières, les pays gros consommateurs et les pays producteurs. C'est entre eux que, selon le temps et les rapports de forces, s'est effectué le partage de la rente pétrolière. En 1972, par exemple, le partage de cette « rente » a →



été le suivant : 17 milliards de dollars aux pays producteurs, 28 milliards — sous forme de taxes — aux Etats consommateurs, 28 milliards de bénéfices pour les sociétés pétrolières. La « crise du pétrole » a tout simplement modifié ces rapports. Mais les pays producteurs ne voulaient — ou ne pouvaient — pas les inverser sans toucher au montant total de la rente. Ils ne pouvaient pas contraindre les pays consommateurs et les sociétés pétrolières à voir leurs revenus baisser. En augmentatnt le prix du brut, ils ont donc réussi à accroître leurs revenus, mais en permettant aux deux autres pôles d'en faire de même... Le seul ennui du système était de multiplier les « signes monétaires » non utilisés. Car une bonne partie des pays producteurs est très peu peuplée : la population totale de l'Arabie saoudite, du Koweït et des émirats n'atteint pas les 10 millions. Or ces Etats contrôlent près des deux tiers des ventes de pétrole. Pour eux, la question était : que faire des sommes (énormes) disponibles ? La réponse fut évidente. Il était difficile d'imaginer que les Etats-Unis laissent le Koweït mettre la main sur General Electric ou que la France consente à voir Creusot-Loire passer sous le contrôle d'un cheikh quelconque. Passe encore s'il s'agit d'un Belge, d'un Américain, d'un Allemand ou d'un Anglais. Mais d'un Arabe...

Acheter ? Certes. Mais les capacités d'absorption de ces pays sont limitées. Bien sûr les armes coûtent cher. En 7 ans, de 1974 à 1980, l'Iran aura acheté aux U.s.a. pour 8 milliards de dollars de matériel militaire (voir ci-dessous). Ce n'est pas mal, mais ce n'est pas suffisant pour éponger les dollars en circulation. Construire des usines ? Evidemment. Mais il faut du temps : quatre ans pour une usine pétrochimique valant un demi-milliard de dollars !

C'est à partir de tels calculs que l'on a défini le « surplus » des pays pétroliers, ce que l'on a appelé les « pétro-dollars ». Pour l'essentiel, les pays producteurs de pétrole sont payés en dollars. Ils en utilisent une partie. Ceux qui restent sont soit convertis en une autre monnaie — l'Iran a acheté en 1975 pour 4 milliards de francs, favorisant ainsi la tenue de notre monnaie — soit « placés », d'une manière ou d'une autre, aux U.s.a. ou en Europe. En 1974, les excédents totaux des balances des paiements de l'Opep furent de 60 milliards de dollars. 60 milliards qui ne pouvaient pas être

IRAN : LA FOLIE DES GRANDE

Que restera-t-il demain en Iran des fastes de l'or noir ? Un pays acculé aux emprunts, dépendant du capitalisme extérieur, pris au piège par la mégalomanie du Chah.

L'Iran fournit l'exemple le plus révélateur de l'entreprise de mystification commencée en janvier 1974. Et ses propres dirigeants ne sont pas les derniers à l'entretenir. Les accords de Téhéran du 14 février 1971 n'ont-ils pas permis de déclencher l'augmentation du prix du pétrole ? Le Chah d'Iran n'avait-il pas, grâce à ses déclarations fracassantes, été désigné comme « l'homme de l'année » 74 par l'hebdomadaire américain « Newsweek » ? Le Premier ministre Hoveida n'a-t-il pas répété à qui voulait l'entendre que l'Iran était déjà plongé dans « le XXIe siècle », qu'il serait l'un des « 5 grands » au tournant de ce siècle ? En France, tout a été fait pour laisser croire que le « miracle iranien » était réel. Livres, journaux, tous les moyens d'information ont célébré la gloire du Chah. En revanche, le silence le plus complet a été fait sur la réalité : au cours de l'hiver 1974-75, la télévision française refusait de projeter le remarquable documentaire de l'équipe Deffarge-Troeller- Partant sur l'Iran, « La tentation de la puissance », déjà diffusé sur la majorité des petits écrans de l'Europe de l'Ouest. Il est vrai qu'au même moment, nos représentants se pressaient à Téhéran. Pour pas grand-chose, à vrai dire. Les 40 milliards de contrats annoncés par nos ministres-voyageurs de commerce s'étant réduits, au fil des mois, à trois milliards !

Aujourd'hui, on commence à se poser quelques questions. On parle d'emprunts extérieurs que l'Iran est amené à faire. Les titres des journaux ont changé. Pour « l'Orient-le Jour », par exemple, « l'ère de l'euphorie est passée, l'Iran va entrer dans une phase d'austérité économique ». Allant plus loin, le directeur de la branche européenne de l'Institut Hudson déclarait dès mars 1975 : « L'Iran ne peut avoir l'espoir de devenir une super-puissance ni même d'atteindre un pouvoir économique important au cours des vingt prochaines années, durant lesquelles s'épuiseront ses réserves de pétrole estimées ».

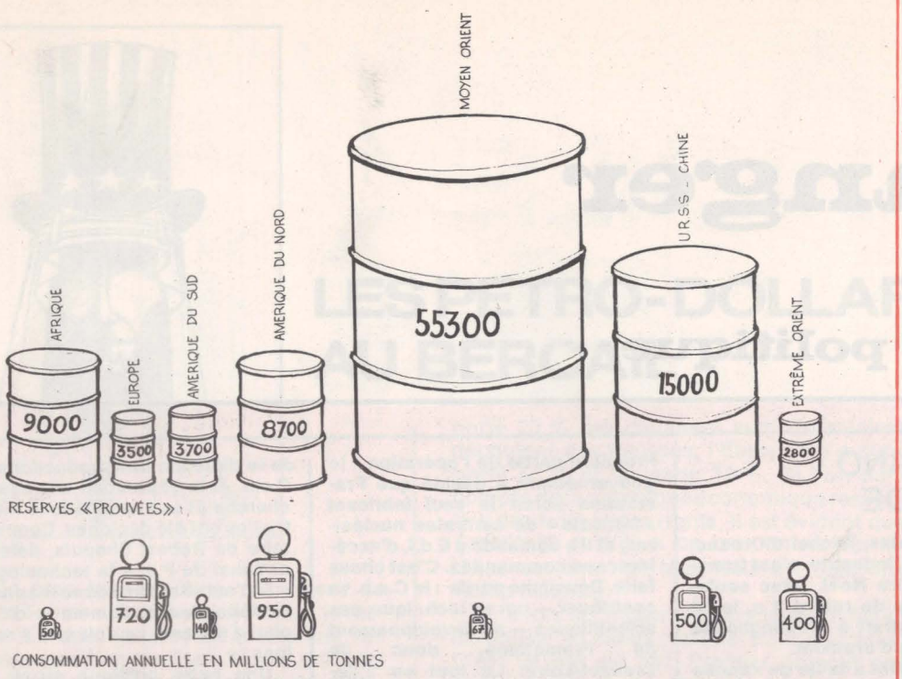
La conclusion du rapport de son Institut ? « En 1985, l'économie iranienne, même en tenant compte des hypothèses les plus optimistes, ne sera pas tellement supérieure à celle de l'Inde à la même époque, probablement égale, ou plus sûrement inférieure, à celle du Mexique ».

Comment expliquer un revirement aussi rapide de l'opinion des experts ? La réponse est simple : qu'est-ce que le pétrole, sinon un produit rare, en voie d'épuisement, mais indispensable aux pays industrialisés en quête d'énergie ? Pour l'Iran, cette matière première n'est qu'une richesse naturelle éphémère qui disparaît du pays au fur et à mesure que s'accroît le rythme infernal de l'extraction. En échange, le pays reçoit de l'argent. Mais pas n'importe lequel : des dollars. Et, par le biais du dollar, le pouvoir d'achat de l'Iran, comme des autres pays producteurs, est soumis à une inflation qui rabote les classes moyennes et pauvres au profit du patronat industriel. En Iran, l'inflation est double de celle des Etats-Unis ! Subjuguée par ce qu'elle croyait être le veau d'or, l'économie iranienne est aujourd'hui prise au piège du dollar.

L'augmentation du prix du pétrole a, bien sûr considérablement accru le pouvoir d'achat du pays, qui a grimpé de 2 à 12, son budget annuel passant de 6 à 36 milliards de dollars. Que faire avec une masse monétaire (en dépréciation constante) si importante, lorsqu'on se trouve être par ailleurs au stade d'une économie en voie de développement ? Le choix des dirigeants iraniens est connu : tout mettre en œuvre pour satisfaire aux exigences de la demande, canalisée par les trusts pétroliers internationaux, américains en majorité.

L'Iran s'est donc lancé dans l'industrialisation de l'or noir en créant de gigantesques raffineries et complexes pétro-chimiques. But annoncé : accroître les profits pétroliers par le biais des produits finis. Mais, au-delà des torchères d'Abadan, on reste songeur sur l'utilité qu'auront dans 20 ans ces investissements considérables mis au service d'une industrie éphémère, très peu créatrice d'emplois autres que hautement qualifiés. Mais cela permet au capitalisme extérieur de conserver et d'accroître les bénéfices incalculables du monopole de la distribution pétrolière en faisant désormais subir les charges de l'infrastructure et de la pollution aux pays producteurs.

Que fait l'Iran de ce qui reste de sa rente pétrolière après avoir investi dans des travaux d'infrastructure énormes au service de l'éphémère or noir ? Pour prétendre être l'un des prochains « grands », il s'oriente vers la création de chaînes de montage qui vont de l'usine de camions, autobus, voitures, à la petite entreprise de briquets ou de stylos-bille. Dans chaque cas, tous les éléments nécessaire au montage sont importés. Aussi, cette nouvelle économie ira-



Depuis fin 1973, les chiffres avancés par les experts diffèrent. Les « réserves prouvées » proviennent du résultat d'un calcul : celui des quantités de pétrole pouvant être extraites aux prix actuels. Or si le prix du brut a changé entre 1973 et 1975, les « réserves prouvées » n'ont guère varié : elles n'ont augmenté que de 15 %. L'Arabie saoudite, le grand du pétrole, a évalué à 13 milliards de tonnes ses « réserves prouvées ». Et à 22 milliards de tonnes ses « réserves probables », compte non tenu des nappes du désert de Khob Al Khali et de celles de la mer Rouge.

Si les « réserves prouvées » officielles ne sont égales qu'à 35 fois la consommation mondiale de 1974 (2 827 millions de tonnes) de très nombreux géologues pensent que les réserves réelles sont infiniment plus importantes et que « la mort du pétrole n'est pas pour demain ».

échangés contre des marchandises. Ni « autorisés » à acheter des firmes à l'étranger. Bien sûr, l'émirat du Koweït a acquis 15 % des actions de Daimler-Benz — qui en avait bien besoin — et l'Iran une participation dans la firme Krupp. Ponctuellement, les « propriétaires » de certains pays pétroliers — comment les appeler autrement ? — ont effectué des achats leur permettant de garantir leur avenir. Après tout, un régime peut s'écrouler... Alors, pour l'essentiel, les dollars sont retournés au bercail. En 1974, sur les 60 milliards d'excédent — certains ne l'évaluent qu'à 45 milliards — 16 % furent investis aux Etats-Unis, 37,5 % en Europe. En 1975, cependant que l'excédent avait diminué — entre 35 et 40 milliards — 19 % furent investis aux Etats-Unis et 24 % en Europe. Mais cela ne veut pas dire grand-chose, « investir » : pour les dollars retournant aux U.s.a., il

→

URS

nienne n'at-telle aucune autonomie puisque rien n'est réellement produit sur place. Au contraire, l'Iran met sa force de travail au service du capitalisme extérieur, permettant à celui-ci d'utiliser une main-d'œuvre dont les salaires sont de très loin inférieurs à ceux pratiqués dans leur propre pays. On s'aperçoit aujourd'hui que certaines usines doivent arrêter leurs productions car elles dépendent d'usines mères installées en Europe — filiales des industries américaines comme Chrysler, par exemple — qui sont actuellement fermées du fait de la conjoncture défavorable.

Si ces usines fabriquent des produits destinés à l'exportation, pour la consommation nationale les dirigeants ont préféré importer. En 1974, les importations totalisaient 10 milliards de dollars déclarés, un milliard en contrebande, et un milliard en importations exemptées de taxation. Et 77 % des achats provenaient des Etats-Unis. La situation est telle que la balance commerciale entre l'Iran et les Etats-Unis est devenue déficitaire pour l'Iran !

Pour tenter d'enrayer la spirale inflationniste, le gouvernement s'est lancé, au cours de l'été, dans une campagne contre « les fauteurs de vie chère ». Celle-ci consiste à bloquer les prix des produits importés, ce qui a permis récemment aux dirigeants d'affirmer que l'inflation était désormais inférieure à 5 %. Cette décision démagogique n'a fait qu'accroître l'importance du marché noir qui affecte l'ensemble de la population.

Car l'Iran est devenu dépendant des importations même pour son alimentation, domaine où il était autonome autrefois. Dans un pays où 60 % de la population est de condition paysanne, le Premier ministre a pu déclarer : « Par rapport au niveau optimal de l'alimentation, l'Iran est un pays qui peut produire seulement 7 % de ses besoins, le reste devant être importé » ! Sous



couvert de « révolution blanche », le régime du Chah a en effet totalement désarticulé, sinon désintégré, la base essentielle et traditionnelle de la vie sociale et économique du pays : l'agriculture. La réforme agraire entreprise en 1962 a sans doute permis de casser la grande propriété foncière, mais le remembrement et la distribution des terres se sont faits au prix d'une chute de rentabilité. En voulant introduire — sur le conseil d'experts américains — la notion de progrès de type occidental, on a abouti à une rupture de l'équilibre naturel. Alors qu'il existait 2 millions d'hectares de terres irriguées avant 1953, il n'en existe plus que 1,7 million aujourd'hui, en dépit des barrages construits. Le système ancestral des « ghanats », qui permettait l'irrigation souterraine, est en voie de disparition. En revanche, on a développé une agriculture de type industriel qui échappe totalement à la paysannerie iranienne, puisqu'elle est sous l'emprise des multinationales (Shellcott-Hawaian Agronomics, etc.) et donc intégrée à l'économie internationale.

Sous une forme plus visible, « l'allié » américain récupère la rente pétrolière en faisant jouer à l'Iran le rôle de gendarme de la région. Pour cela, il lui faut un équipement militaire adéquat. L'armée iranienne devant devenir « la cinquième armée du monde », chaque année des milliards de dollars sont consacrés aux achats d'armement aux Etats-Unis, fournisseurs pratiquement exclusifs. En 1974, l'Iran a acheté aux Etats-Unis pour 3 794 millions de dollars d'armes. A la suite de l'accord du 4 mars 1975, d'autres achats devraient intervenir pour 5 milliards de dollars d'ici à 1980, faisant de l'Iran le premier client mondial du Pentagone. Industrie, agriculture, armée, l'ensemble de l'économie et de la politique iranienne s'est laissé prendre au piège de la dépendance à l'égard de l'étranger en général, des Etats-Unis en particulier.

Que restera-t-il demain en Iran de cette période faste de l'or noir ? Un pays acculé aux emprunts, un pays qui a laissé passer la chance de se doter de moyens de production autonomes. Avant d'être renversé par un complot de la C.i.a. voilà 22 ans, Mossadegh déclarait : « Je rêve d'une économie iranienne sans pétrole ».

MARIE-CHRISTIANE AULAS

changer la vie politique

VICTOIRE SUR LE CAUSSE

Première victoire, sur le plan administratif, pour ceux du Larzac. Ouvrant l'autre jour la session du Conseil général de l'Aveyron, le préfet a fait une importante déclaration : « Aujourd'hui, la contrainte est levée, les préalables des arrêtés de cessibilité n'existent plus. Cette affaire, nous pourrons la résoudre cette année ».

« Ainsi, il aura fallu 5 années de lutte, commentent Gérard Deruy et Jean-Louis Coulon, conseillers généraux socialistes. Mais le processus d'expropriation semble bien stoppé. Tout le monde reste vigilant et mobilisé. Nous attendons les propositions du gouvernement, notre base de discussion demeurant qu'aucun paysan du Larzac n'ait à partir du causse contre son gré. »

D'ORNANO DILAPIDE

Pour certains, Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, s'est transformé en père Noël. Avec seulement 4 jours de retard il a, le 30 décembre, offert à Westinghouse 1 200 tonnes d'uranium.

C'est en effet à la fin de l'année qu'a été signé entre Westinghouse, le C.e.a. et Creusot-Loire un accord à propos de Framatome, le C.e.a. achetant 30 % des parts — ce qui n'est même pas la minorité de blocage — du seul constructeur de centrales nucléaires en France ! Le coût de l'opération ? 120 tonnes d'uranium naturel. Les raisons de cet arrangement ? Westinghouse a des ennuis. Aux Etats-Unis, le programme nucléaire se réduit de jour en jour. En R.f.a., l'industrie allemande a réussi à germaniser la licence américaine. L'accord du 30 décembre permet à la multinationale américaine de recevoir, sans contrepartie, un ballon d'oxygène.

Première partie de l'opération : le gouvernement a décidé que Framatome serait le seul fabricant « français » de centrales nucléaires, et il a demandé à E.d.f. d'accélérer ses commandes. C'est chose faite. Deuxième partie : le C.e.a. va contribuer — par sa technique, ses scientifiques — au développement de Framatome, donc de Creusot-Loire. Le tout en « dédommageant » Westinghouse et en permettant à Creusot-Loire d'atteindre le plus rapidement possible une dimension multinationale. Plus simplement, l'Etat assure à deux groupes capitalistes le développement de leurs activités, leur permet de faire bonne figure sur le marché, offre à l'un du minerai d'uranium qui lui faisait cruellement défaut, et fournit gratuitement et sans aucune contrepartie la « matière grise » et le savoir-faire des salariés du C.e.a. Il fallait y penser.

Pour rassurer les partenaires industriels — et permettre de recommencer avec d'autres une opération similaire — la filialisation de la direction des productions du C.e.a. et la séparation entre la recherche et ses applications industrielles ont été décidées. Commentaire de Robert Chapuis, délégué national du P.s. à la technologie : « Si c'est aller ainsi dans le sens de l'indépendance, comme le dit Michel d'Ornano, ce doit être à reculons ! »

Une autre politique aurait été possible. Car sacrifier le C.e.a., dilapider nos réserves d'uranium, assurer le monopole des centrales nucléaires à un seul producteur, c'est grave. Ce n'est pas par hasard que Chapuis a ajouté : « Il conviendrait que soit désignée d'urgence une commission publique d'enquête sur les conditions dans lesquelles cet accord a pu être passé. Aucun engagement ne saurait être pris avant les conclusions de cette commission, par exemple parlementaire. Faute d'une telle procédure, l'accord ne saurait engager la collectivité nationale ni, par conséquent, les entreprises publiques concernées, E.d.f. et C.e.a. »

L'ECOLE DE BASE

Au cours de leur rencontre de mardi, le Parti socialiste et le Syndicat national des instituteurs ont constaté une nouvelle fois leur attachement commun à la défense des règles fondamentales de la démocratie. Ils condamnent les actes, écrits et initiatives du gouvernement qui tendent au renforcement de son autoritarisme et portent atteinte aux libertés de l'individu, du citoyen et des travailleurs, notamment par les incarcérations pour délits d'opinion, les limitations du droit à l'expression et à l'information, les entraves à l'exercice des droits syndicaux.

En ce qui concerne les problèmes d'éducation, le S.n.i. et le P.s. affirment l'urgente nécessité de définir une politique d'éducation pour toute la jeunesse résolument tournée vers l'avenir, l'importance des choix qui en découlent, et leur volonté commune d'y parvenir, dans le champ de leurs responsabilités respectives.

Exprimant son accord avec les objectifs définis par le S.n.i., le P.s. a souligné sa volonté d'établir, dans les mois à venir et conformément à son programme, un projet d'ensemble de l'école de base, projet dont l'école fondamentale, après examen et dans le cadre des décisions prises par les instances qualifiées du Parti, pourra constituer la première étape.

LES « ROULÉS » MANIFESTENT

200 000 usagers des transports en commun de la grande périphérie, exclus du bénéfice de la carte orange, se rendent chaque jour à Paris ou dans la proche banlieue pour leur travail. Ils sont les principales victimes de la nouvelle augmentation S.n.c.f. de 8 % qui, après celle d'avril (près de 20 %), porte l'augmentation des tarifs à 29,6 % en dix mois. A quoi il convient d'ajouter les 16 % d'augmentation sur la R.a.t.p. depuis le 1er juillet 1975. Or la prime de transport reste bloquée à 23 F depuis février 1970. On comprend donc pourquoi une manifestation a été organisée le 30 décembre à la gare Saint-Lazare par le Comité de liaison grande périphérie qu'anime Hugues Bodin, membre du comité exécutif de la Fédération des usagers des transports. Les manifestants qui ont principalement réclamé le bénéfice de la carte orange ou d'un système similaire pour eux tous ne comptent pas en rester là.

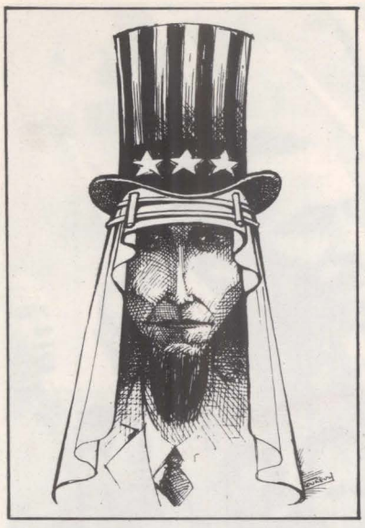
LES ECOUTES DE STIRN

A la mairie de Dumbea, en Nouvelle-Calédonie, se tenait récemment le Comité directeur de l'Union multiraciale, importante formation politique de ce T.o.m. Sorti prendre l'air un congressiste entendit, venant d'un garage municipal voisin, la voix... d'un orateur de la réunion à la mairie ! On découvrit ainsi, tout penauds, deux agents des Renseignements généraux avec leur matériel d'enregistrement et une bande magnétique des travaux du Comité central — puis, ultérieurement, un micro japonais dans la salle de la réunion, dissimulé derrière la Marianne. « J'ai obéi aux ordres du haut-commissaire en donnant les clés du garage », a avoué le maire de la localité.

L'administration de Nouméa n'a pu fournir que des explications embarrassées sur cette « mission de routine » (sic), mais a promis des sanctions envers ses fonctionnaires en cas de « manquements graves ». Si le secrétaire d'Etat Olivier Stirn estime avec nous que c'est bien de cela qu'il s'agit avec ce cas de violation d'une réunion privée et d'espionnage politique, lesdites sanctions ne devraient plus tarder. Attendons...

*** La prochaine réunion organisée par Démocratie et Université sur le thème « L'originalité du P.s. français aux côtés des social-démocraties et des communismes » se tiendra mercredi de 20 à 23 heures, 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris. Pour tous renseignements et inscriptions, s'adresser à Démocratie et Université, 25, rue du Louvre, 75001 Paris. Tél. : 236.01.22.**

*** Samedi et dimanche, une réunion interfédérale de propagande se tiendra au château de Bruguières à Fenouillet (31150). Les thèmes abordés — audiovisuel, affichages, campagnes d'action, etc. — concernent particulièrement les départements des régions Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine dont les premiers secrétaires et secrétaires à la propagande sont naturellement invités ainsi que tout camarade engagé dans le travail de propagande. Pour tous renseignements, s'adresser au secrétariat à la Propagande, 12, Cité Malesherbes, 75009 Paris. Tél : 878.40.73, postes 38 et 45.**



LES PETRO-DOLLARS AU BERCAIL

s'agit le plus souvent d'un placement de bons du Trésor... Quant aux dollars « investis » en Europe, ils servent à financer les emprunts que font les Etats ou les grandes firmes. Ce qui revient à dire que les excédents — et ce sont les pays amis des Américains qui ont des excédents — servent à faire fonctionner le système. La « grande peur » de 1974 était vraiment une peur « pour rien ».

L'autre moyen d'éponger la hausse du brut est connu. Il a suffi aux pays industrialisés d'augmenter le prix des produits industriels. Il n'existe pas d'indice résumant l'évolution des prix des produits exportés vers ce qu'il est convenu d'appeler le Tiers Monde. Mais tous les indices fragmentaires — par produits ou par pays — prouvent que l'échange inégal préexistant aux hausses du 4e trimestre 1973 a été amplifié. Prétextant une hausse causant en moyenne une augmentation de 3 % du prix de leurs produits, les industriels ont le plus souvent ajusté les leurs de 50 %... La baisse de la consommation est venue s'ajouter à tout cela. Une baisse sérieuse. Car les « économies d'énergie », renforcées par la chute de la production industrielle, ont porté. « En 1975, notre consommation de fuel domestique a marqué une baisse de 10 % sur 1974 et de 22 % par rapport à 1973 », déclarait le 17 décembre Michel d'Ornano, le ministre de l'Industrie. Selon les pays, la baisse de la consommation d'essence ou de fuel industriel est plus ou moins importante, mais la consommation mondiale de pétrole a nettement baissé. Et, selon la qualité de leur pétrole, tous les pays producteurs sont touchés. Or tous leurs projets passent par un maintien de leurs revenus, c'est-à-dire de leurs ventes. Ce qui ne pouvait que « lézarder » le front commun de l'Opep : certains pays pratiquent déjà des réductions secrètes. Pour le plus grand profit des pétroliers qui officiellement achètent leur pétrole aux prix théoriques. Et les divergences politiques des divers pays membres de l'Organisation font le reste. L'indexation du prix du pétrole sur l'inflation mondiale ne semble pas être pour demain. Dernière carte enfin des « 7 sœurs » la recherche en dehors des zones Opep s'est multipliée **(voir notre encadré ci-contre).**

Cela n'est pourtant que la partie visible de l'iceberg. Longtemps encore économistes et politiciens discuteront pour préciser la part prise par les U.s.a. dans l'augmentation du prix du brut de 1973. Une seule chose est sûre. Sur les 31 millions de barils exportés en 1973 par les pays de l'Opep, 17,5 millions arrivaient en Europe, 6 millions au Japon, 7,5 aux Etats-Unis et au Canada. Ce qui signifie que si l'économie américaine a supporté 20 % des dépenses supplémentaires découlant des hausses, l'Europe en a supporté 56 % et le Japon 19 %. Si l'on tient compte de la puissance économique respective des trois concurrents, il est évident que l'avantage acquis a ce moment-là par les U.s.a. est énorme. Mais cela est déjà une vieille histoire.

Une fois les hausses intervenues, il fallait les utiliser au mieux des intérêts du système. C'est ce qui est fait. Premier objectif des pays industrialisés : rétablir leur balance des paiements. En 1974, ce déficit s'est élevé pour l'ensemble des pays de l'O.c.d.e. à 33,3 milliards de dollars. En 1975, il n'était plus que de 6 milliards. Il a suffi d'un an aux pays riches pour effacer la crise. Plusieurs moyens ont été employés. Tout d'abord, la poursuite de l'inflation ; faire payer plus cher les productions nationales. Ensuite, réduire les importations ; c'est-à-dire limiter le pouvoir d'achat des salariés. Au passage, les pays sous-développés non producteurs de pétrole ont vu leur déficit décupler. Il est passé de moins 2,5 milliards de dollars en 1973 à moins 17,5 en 1974 et moins 27 en 1975. Et pas seulement, loin de là, à cause du pétrole...

La maison France sous-traitera

Puis est venu le gros de l'offensive, ce que l'on a appelé en France « le redéploiement industriel ». Prétextant la hausse du pétrole et d'autres matières premières, les pays du « Centre » (c'est-à-dire les pays capitalistes développés) ont entrepris une double action. Tout d'abord, limiter au maximum la revalorisation des matières premières du Tiers Monde, le mot d'ordre de Kissinger devant être : « Eviter une, deux, trois Opep ». Puis transférer une partie de la production du « Centre » dans certains pays sous-développés, afin de bénéficier de réservoirs de main-d'œuvre bon marché, de l'inexistence de charges fiscales, etc. Non pas pour chercher à produire des objets pouvant être vendus sur place — le marché local serait trop étroit — mais pour exporter ces produits... dans leur pays d'origine. Car le vrai problème, celui de la rentabilisation du capital, exige ce double mouvement. Il exige que l'exportation de capitaux prime sur l'exportation de marchandises.

Les difficultés du système étaient évidentes avant les hausses de décembre 1973. Ces dernières n'ont rien arrangé, sauf pour certaines firmes. Les autres ont pourtant réagi. Si un investissement devient rentable à partir du moment où on l'effectue à l'étranger, pourquoi le faire dans l'hexagone ? D'autant que, grâce aux revenus des matières premières, une bonne partie des gouvernants des pays du Tiers Monde fascinés par le développement à l'occidentale, acceptent pour voir se construire des usines, n'importe quelles usines, de faire des sacrifices financiers, de subventionner l'implantation d'entreprises privées. « Là où il y a des capitaux abondants et une main-d'œuvre bon marché », tel est le pays rêvé des patrons... Et au passage, utilisant la « grande peur » savamment construite, on justifiera le financement public pour l'installation dans ces nouvelles zones — essentiellement le bassin méditerranéen, l'Iran et le Venezuela.

Que cela ne fasse pas l'affaire des salariés du « Centre » est évident. Pas plus que cela n'avantagera les travailleurs de la « périphérie » (les pays du Tiers Monde). La division internationale du travail n'est pas, loin de là, synonyme d'équilibre. Et, bien plus qu'un problème de simple concurrence, cette division du travail ne peut que provoquer le ralentissement de la croissance des pays industrialisés, tout en dévoyant celle des pays du Tiers Monde. On comprend mieux dès lors pourquoi nos ministres envisagent pour l'avenir un fort volant de chômage et pourquoi la Datar prévoit seulement pour d'ici à 1980 la création de 19 000 emplois en France.

Le capitalisme français étant ce qu'il est, ce « redéploiement » risque de fort mal se passer pour nous. A l'exception de quelques grandes firmes, les contrats à grande échelle, qui deviennent la règle, nous échapperont. Et nous nous spécialiserons, c'est-à-dire nous deviendrons des sous-traitants... Ce n'est pas un hasard si d'Ornano a déclaré : « Il faut contrôler, limiter et organiser notre dépendance vis-à-vis de l'extérieur ». Le temps de l'indépendance est bien loin...

Voilà ce que l'on a caché aux Français. Prétextant la hausse des produits pétroliers, le patronat, avec l'aide du gouvernement, entrepris une sérieuse remise en ordre de « sa » maison. Son objectif, en 1976, sera de poursuivre. A l'extérieur, en se redéployant et à l'intérieur, en tentant de rétablir des taux de profit acceptables. Mais cela aussi est une autre histoire.

GUY PERRIMOND

LES FORAGES

Depuis janvier 1974, la recherche de nouveaux gisement a explosé. De 35 000 forages en 1973 on est passé à près de 43 000 en 1974 et à près de 46 000 en 1975.

80 % des « trous » ont été forés aux Etats-Unis ; 9 % au Canada et au Mexique ; le reste du monde (U.r.s.s., Europe de l'Est et Chine exclues) se partagent les 11 % restants.

C'est en mer — recherche et exploitation off shore — que la progression a été la plus forte. Depuis 1947 où l'on a commencé à exploiter par 10 m de profondeur des nappes sous le golfe du Mexique, on cherche à « descendre ». Aujourd'hui, on fore à moins 150 m et les pétroliers pensent atteindre moins 700 m en 1980. 28 pays produisent déjà du pétrole off shore. Et les sociétés françaises réservent la moitié de leurs efforts à la recherche sous-marine.

ANGOLA: UNE DIFFICILE LIBERTE

A la veille de la conférence extraordinaire de l'Organisation de l'unité africaine (O.u.a.) les troupes de la République populaire d'Angola viennent de remporter des victoires significatives au nord du pays. Les villes de Uige et Negage ont été prises, ce qui a pour effet de priver le Front national de libération de l'Angola (F.n.l.a.) de l'aéroport par lequel il recevait le matériel militaire américain. Les armes utilisées sont soviétiques, certaines unités sont cubaines. Il est facile à Holden Roberto, président du F.n.l.a., beau-frère de Mobutu, homme politique financé par la C.i.a. depuis 1961, de lancer des « appels angoissés » à tous les bien-pensants du continent et de la Terre. Le spectre de la « menace communiste » produit toujours le même effet. Ainsi l'Arabie saoudite s'apprête-t-elle à contribuer substantiellement à la défense du « monde libre » en envoyant de l'argent aux adversaires du Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.p.l.a.).

A Washington, le président Ford a de plus en plus de mal à faire croire aux Américains que leur gouvernement est intervenu seulement « en réponse » à l'Union soviétique. En même temps qu'ils soutenaient le gouvernement colonialiste de Caetano, les dirigeants américains préparaient depuis 15 ans l'alternative en la personne d'Holden Roberto et de son mouvement, le F.n.l.a.

Ford et Kissinger le savent mieux que personne et s'ils dénoncent les actions soviétiques comme « inacceptables », il leur est difficile de prendre prétexte de ce qui se passe en Angola pour faire croire que l'U.r.s.s. a renoncé à la politique de détente et de coexistence pacifique. Il est, certes, évident que les incertitudes électorales aux Etats-Unis, les difficultés de Leonid Brejnev à l'intérieur de l'Union soviétique et plus généralement au sein du mouvement communiste international vont aboutir à créer dans le proche avenir des rapports apparemment plus « durs » entre les deux Grands. Mais l'erreur serait d'extrapoler et d'imaginer que les combats angolais constituent les prémisses d'un affrontement global qui paraît, au contraire, plus que jamais exclu.

Deux mercenaires sud-africains

Pour revenir à l'Angola, le vrai tournant dans la vie politique et militaire de ce pays depuis l'indépendance du 11 novembre a été constitué par la présentation de deux soldats sud-africains capturés par les troupes de la République populaire à 700 kilomètres à l'intérieur du territoire national. Ces techniciens assuraient l'infrastructure d'une colonne blindée composée de soldats de l'Union sud-africaine, de mercenaires blancs et de Portugais de l'organisation fasciste Armée de libération du Portugal (E.l.p.) connue pour les attentats à la bombe com-



Entourant le président Costa Gomes, les chefs des trois mouvements, de gauche à droite : le président Agostinho Neto (M.p.l.a.), Holden Roberto (F.n.l.a.) et Jonas Savimbi (Unita).

Le marchandage de Spinola-Mobutu

Pendant l'été 1974 le général Spinola, alors président de la République portugaise, a rencontré, après force tractations secrètes, le président du Zaïre Mobutu dans l'île de Sal (Cap-Vert). Le contenu des conversations n'a pas été rendu public sur le moment et il a fallu attendre la fin 1975 pour que la presse portugaise en fasse état. D'après elle, le général Mobutu a sollicité de Spinola qu'il appuie Holden Roberto comme dirigeant de l'Angola amputé de sa province de Cabinda. En second lieu, il demandait que l'Angola soit confié à une équipe dépendant conjointement de Spinola et Mobutu. Et que Cabinda, dont le sous-sol est riche en pétrole, soit confié à une équipe sortie du « Front de libération de l'enclave de Cabinda » installée à Kinshasa. Cette équipe devant dépendre également de Spinola et de Mobutu. En troisième lieu, Spinola devait aider Mobutu à réaliser ce que celui-ci appelle une « Fédération Zaïre - Angola - Cabinda » dont le président aurait été Mobutu et le vice-président éventuel Holden Roberto.

Spinola aurait accepté ces trois points soumis par Mobutu à trois conditions.

En premier lieu, Mobutu devait aider le gouvernement de Spinola auprès de certains chefs d'Etat africains afin de lui permettre d'acquérir une honorabilité à l'ombre de laquelle il pourrait entreprendre efficacement une nouvelle politique coloniale et, au Portugal même, une politique de restauration de l'ordre.

En second lieu, Spinola aurait exigé de Mobutu que toutes les sociétés capitalistes portugaises et multinationales agissent sous couverture du Portugal et disposent librement pendant un minimum de vingt ans des immenses ressources naturelles de l'Angola, de Cabinda et du Zaïre.

Enfin Spinola aurait demandé à Mobutu qu'il l'aide à récupérer le Mozambique et la Guinée-Bissau en provoquant des coups d'Etat ou en procédant à des assassinats grâce à l'infiltration de mercenaires et à la corruption de certains cadres des mouvements de libération. Ces trois exigences ont été acceptées par Mobutu.

Le général Mobutu et le général de Spinola dans l'île de Sal (Cap-Vert) pendant l'été 1974.



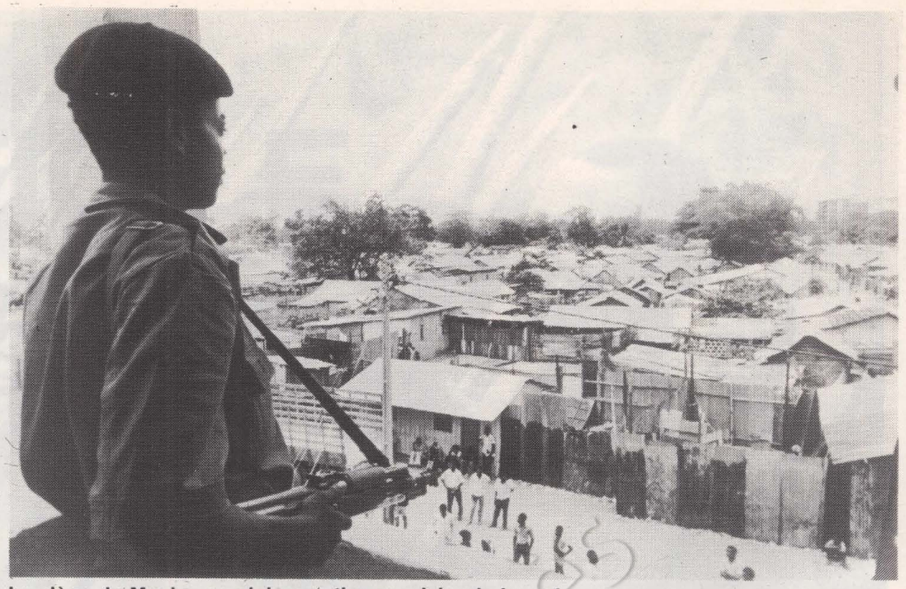




mis depuis quelques mois sur le sol de l'ancienne métropole. Jusqu'alors, et malgré des informations concordantes, le gouvernement de Pretoria avait tenté de nier son intervention dans le conflit et se bornait à admettre que ses troupes avaient effectué des « opérations de police » à la frontière de la Namibie (pays qu'il contrôle) et de l'Angola. Jonas Savimbi, président de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (Unita), s'était, pour sa part, contenté d'admettre que des individus blancs participaient à sa lutte contre le M.p.l.a. La capture de ces soldats a entraîné des conséquences significatives en Afrique du Sud même, aux Etats-Unis et dans la plupart des pays africains. Voyez l'Afrique du Sud. « Protéger et défendre notre frontière est une chose, s'insérer dans une guerre civile en pays étranger en est une autre bien différente », a déclaré à Pretoria Colin Eglin, leader du parti réformiste opposé à Vorster. Au sein même de l'Union sud-africaine, une certaine opposition s'est manifestée contre la politique d'intervention maximale en Angola suivie par le gouvernement. On dit même que certains groupes économiques (la De Beers, par exemple) ayant de gros intérêts dans les régions contrôlées par le M.p.l.a. souhaiteraient une plus grande modération.

En pleine année électorale, le président Ford se trouve quant à lui devant au moins trois types d'opposition à une intervention en Angola. Les isolationnistes, bien sûr, sont contre, de même que les libéraux les plus opposés à la « politique du gros bâton ». C'est ce qui explique le refus du Sénat de voter, jusqu'à présent, les crédits permettant, par Zaïre interposé, d'accroître l'aide au F.n.l.a. et à l'Unita. Mais Ford se heurte en outre à un début d'opposition de la part des Noirs. Ainsi le sénateur noir Ron Delluns →

ANGOLA: UNE DIFFICILE LIBERTE

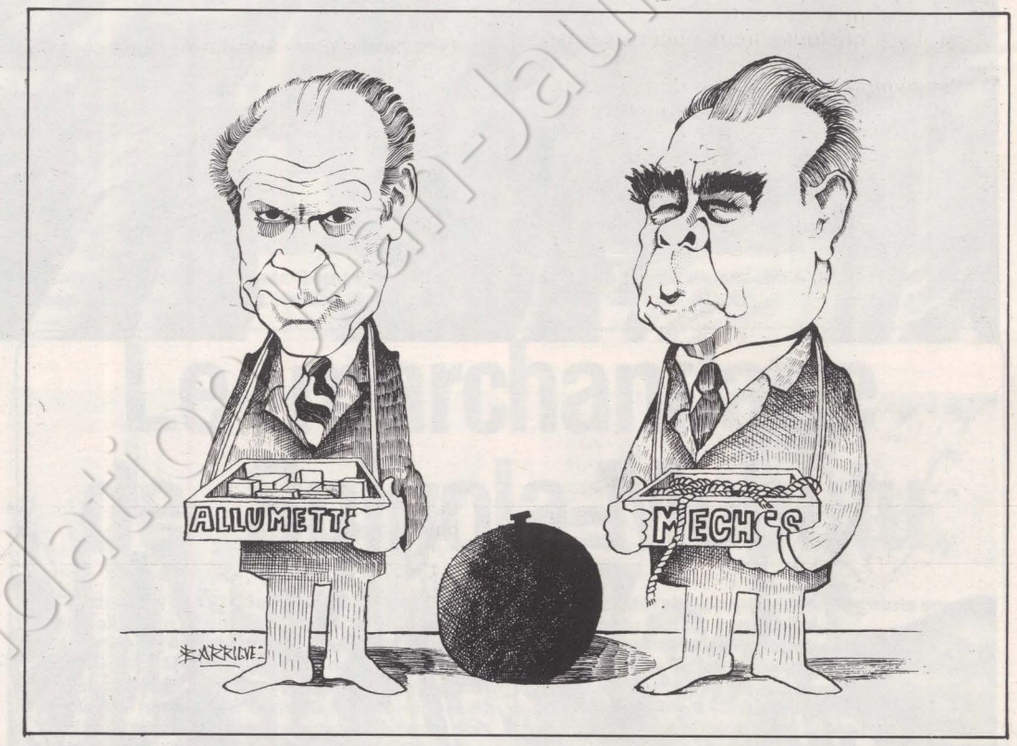


Le siège du M.p.l.a. en plein quartier populaire de Luanda.

vient-il de déclarer : « Il n'y a pas beaucoup de Vietnamiens aux Etats-Unis, c'est pourquoi il a fallu douze ans pour que se constitue un ample mouvement de lutte contre cette guerre. Mais les 25 millions de Noirs américains n'attendront pas douze ans pour se mobiliser contre l'engagement en Angola. »

La capacité de pression de Washington est grande sur beaucoup de gouvernements africains peu désireux de voir s'installer des régimes progressistes sur le continent. Mais la preuve faite de l'intervention sud-africaine ne peut être que favorable, en termes diplomatiques, à la République populaire d'Angola. Après la reconnaissance diplomatique par le Nigeria, une des grandes puissances pétrolières du continent, le général Idi Amin lui-même, qui s'était pourtant fâché récemment avec les Soviétiques, a été obligé de revenir sur ses positions favorables aux mouvements de Savimbi et Holden Roberto.

C'est donc en assez bonne position sur le plan diplomatique et militaire que le président Agostinho Neto abordera la conférence d'Addis-Abeba. Son gouvernement pourrait être reconnu par une quasi-majorité de pays africains. Mais, dans un deuxième temps, les Etats-Unis essaieront d'obtenir le vote d'une motion demandant qu'une « solution africaine » soit trouvée au conflit et que toutes les troupes étrangères soient retirées.



LETTRE D'UN «COLLABO»

Les liens entre l'Unita (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) et les autorités coloniales portugaises sont connues depuis longtemps. Le document le plus révélateur est sans doute cette lettre adressée par le secrétaire général Jonas Savimbi au général Luz Cunha, commandant en chef des Forces armées d'Angola le 26 décembre 1972. Elle vient d'être publiée en Angola et au Portugal. Elle conserve toute son actualité à un moment où il est fondamental de définir clairement la ligne de chacune des organisations en présence.

« Votre Excellence,

Avant d'entrer dans des considérations d'ordre pratique, conformément aux contacts que nous maintenons, je souhaite vous demander la faveur de transmettre mes hommages émus à Son Excellence le professeur Marcelo Caetano, président du Conseil des ministres. J'en profite également pour féliciter Votre Excellence pour sa nomination à la haute responsabilité de commandant en chef des Forces armées d'Angola...

...Quelle que soit la distance à parcourir jusqu'à la solution finale nous sommes certains que les autorités sont déjà en position de victoire grâce aux énormes moyens dont elles disposent... à la politique de rénovation dans la continuité pratiquée par le gouvernement... En ce qui nous concerne, nous désirons d'une manière décisive l'élimination de la guerre dans le secteur Est. Nous avons fait tout ce qui était en notre pouvoir pour affaiblir les forces de l'ennemi commun... Si certains aspects de la politique de l'Unita ne sont pas encore assez clairs pour les autorités gouvernementales de l'Angola et de la nation il y a un fait irréfutable, c'est que nous avons participé à l'affaiblissement du M.p.l a. dans certaines régions de l'Est (ce qui est confirmé par le fait que le M.p.l.a. accuse l'Unita de s'allier aux Portugais pour lutter contre le M.p.l.a... Quelles que soient les intentions du gouvernement nous ne retomberons pas dans l'illusion de prendre les armés contre les autorités, nous les emploierons pour que le M.p.l.a. soit obligé un jour d'abandonner le front de l'Est...

...Cette tâche peut être réalisée par les efforts conjugués des forces militaires et militarisées et des forces de l'Unita...

...Il n'y a rien de meilleur pour combattre un ennemi subtil comme le M.p.l.a. appuyé par toute une gamme d'influences que de connaître bien l'ennemi et ses sources d'énergie à l'endroit même où elles surgissent. Personne n'est mieux placé que nous pour connaître avec 80 % de chances ce qui se passe à l'Organisation de l'unité africaine (O.u.a.), en Zambie, en Tanzanie, dans le M.p.l.a...

...Cela dit, l'Unita sollicite de votre Excellence l'autorisation provisoire d'utiliser un couloir entre les fleuves Lufuta-Luanguinga et Luanguinga-Luvo. Les autorités savent que nous possédons une force mobile sur les rives de la rivière Luanguinga près de la frontière avec la Zambie. C'est cette force qui en avril et mai a attaqué le M.p.l.a. en Zambie et expulsé ses éléments de Lutembo...

Fondation Jean-Jaurès

Sur le terrain, l'Unita et surtout le F.n.l.a. subissent des revers mais la situation est plus confuse qu'il n'y paraît. Dans ce pays d'Afrique, comme dans la plupart des autres, il ne faut jamais oublier de faire une lecture tribale du conflit. Les différents fronts passaient il y a quelques jours encore par les lignes de séparation entre tribus. Au nord, le M.p.l.a. semblait avoir atteint les limites séparant les Quimbundus qui le soutiennent des Bakongos qui appuient le F.n.l.a. au sud, et à l'est l'Unita avait atteint depuis un certain temps déjà les frontières territoriales de sa tribu principale, celle des Ovibundus. Il est toujours possible de remporter une victoire militaire (surtout dans le cas d'un conflit classique comme c'est de plus en plus le cas en Angola) sur le terrain d'une tribu adverse. Mais se maintenir est beaucoup plus délicat. Le M.p.l.a. s'est toujours caractérisé par sa politique antiraciale et antitribale. Le maintien en territoire bakongo ne sera pas facile pour autant. Mais contrairement à ce que tente de faire croire la presse française, c'est en définitive le gouvernement du Président Agostinho Neto qui trouverait le plus d'avantages à une « solution véritablement africaine ». Il ne bénéficie pas de plus d'appuis extérieurs que la plupart des autres pays du continent. Surtout, il n'est pas compromis, au contraire des mouvements de Savimbi et de Holden Roberto, avec l'Afrique du Sud et avec la C.i.a.

FRANCIS PISANI

Portugal

LES MORTS DE PORTO

Les quatre morts du 1er janvier devant la prison de Custoies à Porto constituent un événement dans l'histoire de la jeune République portugaise. La Révolution des œillets à bien pris fin. C'est la première fois qu'autant de victimes sont à déplorer lors d'un même incident depuis le 25 avril. Il apparaîtra symbolique à certains qu'elle ait été tuée par les balles de la Garde Nationale Républicaine, corps spécialisé du temps de Salazar dans la répression antipopulaire.

Massés devant les murs de la prison dans l'après-midi du 1er janvier, familiers et sympatisants s'étaient réunis pour « aller souhaiter la bonne année aux détenus ». La même « fête » avait eu lieu au moment de Noël. Les vœux étaient politiques bien sûr, avec des slogans : « libération immédiate des révolutionnaires emprisonnés », « la lutte continue, la victoire est certaine », et des chansons dont les plus connues sont « l'Internationale », et « Grandola Vila Morena ».

Un peu avant 18 h la sortie (après la visite) du frère de l'un des prisonniers, le capitaine Paulino, bras levé, poing fermé, est l'occasion de cris plus soutenus qui tranchent avec l'atmosphère assez bon enfant de la manifestation. La tension monte. Quelques minutes plus tard, une voiture qui veut sortir de la prison doit faire marche arrière. Des pierres sont jetées contre les hommes de la G.n.r. Ils répondent d'abord en tirant en l'air, puis à hauteur d'homme, avec des rafales d'armes automatiques.

Un militant du Parti socialiste français, Philippe Bricq, qui a participé aux travaux d'enquête du Comité Russell pour le Portugal menés par le député travailliste britannique Tom Literick et par l'écrivain français François Lambert, nous a téléphoné les conclusions dont ils ont fait part lors d'une conférence de presse. Après avoir insisté sur le fait que rien ne justifiait la violence de la G.n.r., le député travailliste a conclu en disant : « J'ai pu vérifier que la version officielle est en complète contradiction avec les faits. »

D'après notre correspondant l'enquête réalisée démontre que :

1°) La manifestation avait un caractère pacifique, légitime et humain, les manifestants remplissant un devoir de solidarité avec les détenus en ces périodes de fêtes.

2°) Ces hommes et ces femmes étaient désarmés et aucun plan d'attaque de la prison n'existait.

3°) Contrairement à ce qu'affirme le communiqué du gouverneur civil, jamais la sécurité de la prison n'a été mise en danger. Il n'y a eu ni tentative d'invasion de la prison, ni tentative d'insurrection des militaires détenus, qui ont, au contraire, refusé de sortir de leurs cellules ouvertes par les prisonniers de droit commun, surexcités. Les témoignages des militaires détenus, des gardes et du directeur de la prison sont concordants sur ce point.

4°) Rien ne permet d'affirmer que des individus armés ont tiré de la foule sur la G.n.r. Le seul garde blessé l'a été par une pierre. Aucun témoin n'a vu des tirs partir de la foule.

5°) Le jeune Allemand tué n'était pas entré illégalement au Portugal et n'appartenait pas à un groupe d'extrême gauche (ce qui en tout état de cause ne saurait impliquer une excuse à sa mort).

Il semble donc que ni le comité de solidarité avec les prisonniers, ni les différents partis politiques participant à la manifestation ne soient responsables des incidents. Notre correspondant conclut que c'est au contraire du côté de l'extrême droite et du commandant de la G.n.r. qu'il faut chercher les responsables.

F. P.

...En ce qui concerne la fourniture de guides notre position est toujours la même. Nous sommes disposés à en fournir à partir du moment où un campement aura été déterminé avec certitude. La difficulté réside dans le fait que l'ennemi pourrait découvrir les vestiges du passage de nos hommes après leur retraite. Nous avons adopté la méthode qui consiste à envoyer un groupe avec la mission d'attaquer immédiatement le campement localisé. Nous croyons que ce qui faciliterait notre mission de guide c'est que soient menées à bien des actions conjointes entre nos troupes et les vôtres dans un secteur choisi à l'avance. Ces problèmes devraient être étudiés avec notre délégation pour que nous puissions ensuite mettre sur pied une telle opération... J'aimerais en outre obtenir l'autorisation d'envoyer des patrouilles au nord et au sud de la ligne de chemin de fer de Benguela... [Suit une demande de munitions d'un calibre spécial pour ces attaques contre les mouvements nationalistes — N.d.l.r.]... En ce qui concerne le camouflage, conformément à vos recommandations nous demanderons un autre type de tissus aux négociants de bois. Mais je vous demande que me soient envoyées si possible deux mesures de bon et vrai tissu de camouflage pour moi et mon second... »



Jonas Savimbi, à Lisbonne.

Equipement touristique

DES MONTAGNES DE «CAVIAR BLANC»

Comment les villages qui sortaient à peine du Moyen Age au début du siècle ont-ils été transformés, en moins de cinquante ans, en stations de ski ? « A coups de bulldozer et de béton, de politique et de millions, de pots-de-vin et de dessous de table, de chiffres et de statistiques », répond le livre que Danielle Arnaud vient de publier aux Editions Alain Moreau (collection Nuisances) : « La neige empoisonnée ».

Réquisitoire sévère et cri d'alarme, « La neige empoisonnée » éclaire aussi l'histoire du gaullisme sous un angle qui n'avait jamais été envisagé : celle des dix années (1960-1970) où la fièvre de l'or blanc a gagné la France.

C'est en effet vers les années 60 que commence la politique d'aménagement de la montagne. Sans aucune étude de marché digne de ce nom. Mais autour de deux idées-force non vérifiées : la France a « le plus beau domaine skiable » ; et il va y avoir un « boom » sur les sports d'hiver. Le boom a eu lieu, encore qu'on oublie trop vite qu'il y a aujourd'hui plus de chômeurs que de skieurs. Le beau domaine skiable (le « plus » n'a jamais été prouvé) est aujourd'hui singulièrement enlaidi. Et, après avoir cru au mirage, les habitants des villages de montagne commencent à regimber.

C'est en fréquentant assidûment Val-d'Isère que Danielle Arnaud a eu l'idée de son livre. En outre, son métier — elle était à l'époque journaliste responsable de la rubrique immobilière dans un hebdomadaire économique — lui avait déjà permis de mener plusieurs enquêtes dans d'autres stations sur l'immobilier des neiges. « Depuis longtemps, raconte-t-elle, les habitants de Val-d'Isère me parlaient de leurs déceptions, de leurs inquiétudes. Et puis, je suis allée l'été à Val-d'Isère. L'hiver on ne voit pas les dégâts ; l'été ils sont flagrants : on réalise que la montagne est complètement taillée à coups de bulldozer, que la forêt est dévastée... Tout cela trottait dans ma tête. Je m'y suis intéressée de plus en plus. Mes recherches m'ont montré que rien n'avait été écrit sur cet aménagement sauvage de la montagne. Juste quelques thèses et une plaquette remarquable de Bruno Cognat : « La montagne colonisée... » Là-dessus est arrivée l'histoire de Val-Tovière, qui a mis Val-d'Isère en émoi, en 1974 ».

O.s. de la neige

Val-Tovière, c'est le dernier projet en date du promoteur Pierre Schnebelen, dont il est souvent question dans « La neige empoisonnée » et qui a pour théorie : vendre chaque année le double des appartements de l'année précédente. Schnebelen espère construire entre Val-d'Isère et Tignes une station d'altitude à 2.300 mètres. Une station super-chic — prix de vente envisagé pour 1974 : 10.000 F le m2, le prix avenue Foch — destinée à devenir la rivale de Gstaad ou de Saint-Moritz. Les gros investissements restant à la charge de l'Etat et de la commune, selon le principe désormais classique ! Mais

WESTERN A LA FRANÇAISE

Il ne s'agit pas d'une nouveauté cinématographique sur la conquête de l'Ouest américain, mais d'une histoire authentique qui se déroule de nos jours, depuis une quinzaine d'années, dans le cadre grandiose des montagnes françaises, et particulièrement des Alpes.

Les cow-boys ont noms Pierre Schnebelen Eric Boissonas, Christian Guérin, Roger Godino, Roger Legoux... Les lieux de batailles : Tignes, Flaine, Les Arcs, etc.

Ils se sont engagés dans une grande aventure, imaginée par l'administration de l'Etat qui a délégué, pour l'encadrer, son meilleur stratège en la matière, le « grand chef des tuniques bleues », l'ingénieur général de l'Equipement Maurice Michaud. Celui-ci assure le soutien logistique de la conquête, coordonne les actions, donne le coup de pouce quand il faut, élimine les gêneurs, couvre les bavures... pour la plus grande gloire de la France...

Et les Indiens dans tout cela ? Qu'ils se taisent ! De toute façon ils ne comprennent pas, alors pas de questions... on y veillera.

Tout cela ne se passe pas au Far-West mais dans les montagnes de France, qu'on aménage pour les exploiter sur le plan touristique. Et cette histoire est merveilleusement racontée,d'une manière précise et documentée, dans un style simple et alerte par Danielle Arnaud avec la collaboration de Jean-Michel Quatrepoint et Michel Castaing dans un livre passionnant, « La neige empoisonnée »... par l'argent, l'immobilier, la politique.

par
Maurice Blanc
député de la Savoie

La montagne a un pouvoir de séduction extraordinaire : son charme, sa beauté, ses mystères ; elle attire. Après la première guerre mondiale commence à s'organiser l'activité touristique, mais de façon embryonnaire, selon l'initiative de quelques passionnés ; c'est Chamonix, Val-d'Isère, Pralognan, Les Avanchers ; l'argent des Rothschild est déjà là, à Megève, mais plus par caprice que par méthode.

L'accès aux loisirs, conquis en 1936, va progressivement modifier l'approche.

Le département de la Savoie envisage d'aménager un site en station populaire qui bénéficierait à l'ensemble du département et aux populations locales : Courchevel va naître. L'idée est excellente et l'activité se crée avec les remontées mécaniques, l'hôtellerie, le commerce.

Ailleurs, dans les petites communes, on équipe aussi la montagne, ce sont des locaux, des hommes du cru, qui en ont l'initiative, par exemple dans le Beaufortain et le Val-d'Arly.

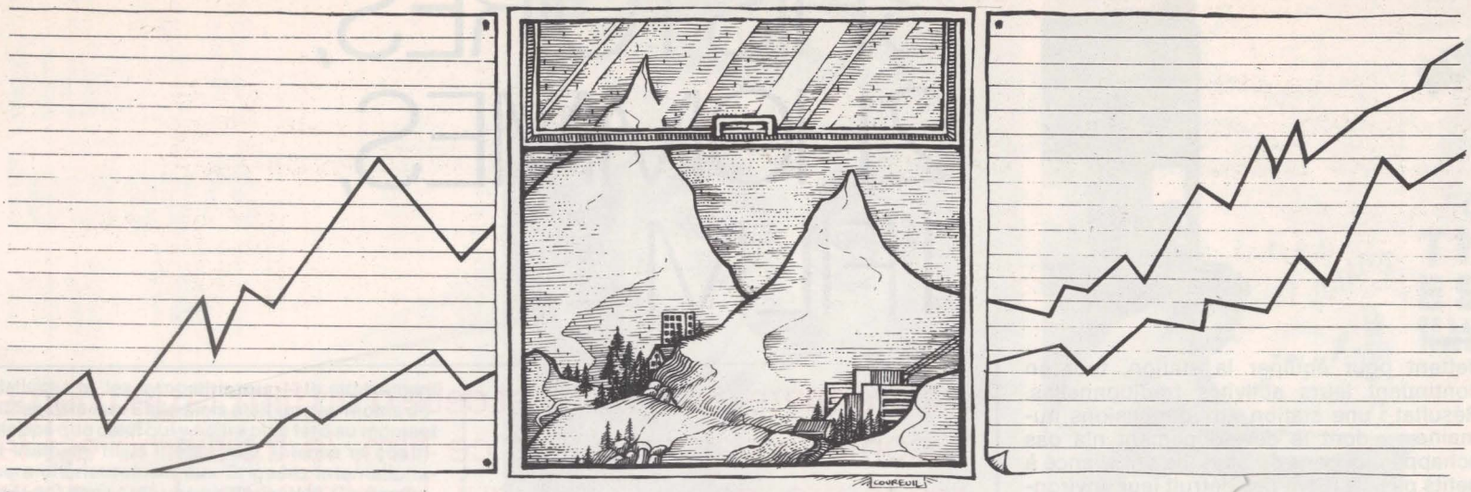
C'est encore le stade artisanal, lent et de faible ampleur. Michaud est là, à Courchevel. Très vite, il mesure les limites d'un tel aménagement, il va passer la vitesse supérieure, il trouvera les moyens auprès du gouvernement qui lui donnera les pleins pouvoirs ; Courchevel sera dénaturée et deviendra le symbole de la nouvelle formule.

Il découvrira les cow-boys et les banques.

C'est le début des années soixante, le capitalisme a pris ses nouvelles dimensions, il se concentre de plus en plus. L'aménagement de la montagne, l'exploitation industrielle des loisirs suivent le même cours. Ainsi, très logiquement sont nées les stations de la 3ème génération, les stations intégrées.

Danielle Arnaud souligne cependant un aspect quelque peu surprenant de ce développement : les créations de stations n'ont donné lieu à aucune étude de marché et de rentabilité avant leur création.

Cette réalité a joué un rôle essentiel dans le comportement des promoteurs et, en fait,

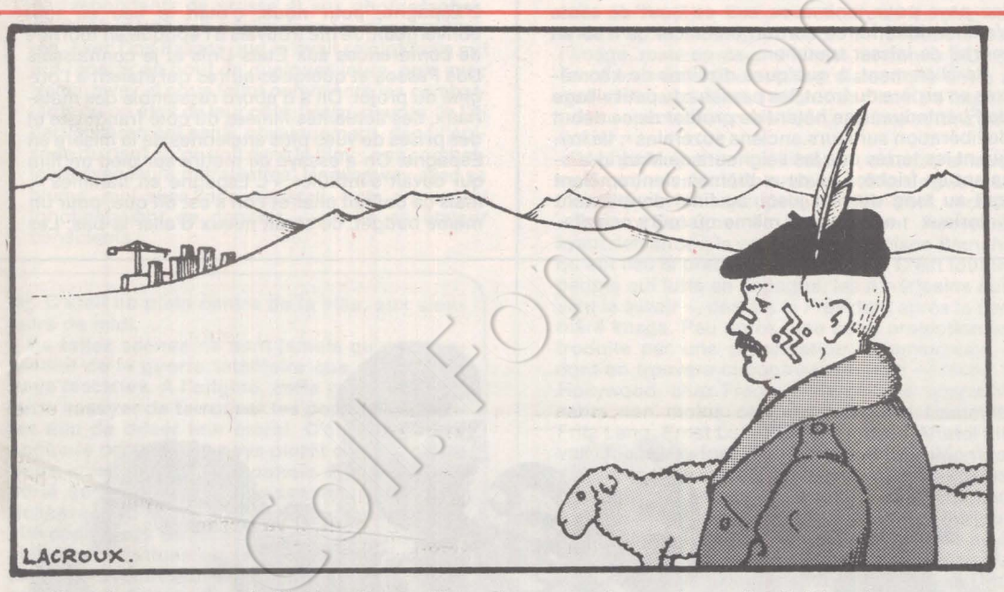


ce que Schebelen et d'autres ont pu imposer en d'autres lieux et d'autres temps ne suscite pas, cette fois, l'enthousiasme. « En décembre, tout le pays remuait. Le village s'est mis à discuter. D'ailleurs, le conseil municipal est partagé et n'a toujours pas donné son accord. Une association de défense, réunissant un grand nombre de personnes, s'est créée. Il faut dire qu'entre autres le projet de Schnebelen scinde un très beau domaine hors piste, en bordure du parc de la Vanoise. Et c'était aussi l'époque, où en général, on commençait à réviser la politique d'aménagement de la montagne. Ce projet serait peut-être passé il y a cinq ans. Aujourd'hui, c'est plus difficile... »

Plus difficile, car les montagnards ont maintenant été trop souvent échaudés par de belles promesses non suivies d'effet : que la commune finance ceci et cela, et ses habitants auront du travail, etc. Dans les stations géantes, les habitants sont, en fait, devenus des O.s. des neiges : ils poinçonnent des tickets, dament les pistes, sont « perchmen » au tire-fesses, pour des salaires parfois équivalents au Smic. Et les communes se sont endettées. « Le département lui-même est terriblement endetté. La politique adoptée a hypothéqué l'avenir de la Savoie, et les générations futures vont devoir continuer à payer. Ce sera d'ailleurs un problème si les socialistes ont la majorité au Conseil général. L'héritage du passé est lourd, et le Conseil général est coincé entre le marteau et l'enclume : entre les communes avec leurs propres problèmes, les pressions qu'elles subissent et la politique du gouvernement. Une marge de manœuvre très étroite... »

La hâte coûte cher

Dans ce noir bilan, quelques traces d'espoir. Quelques exemples qui, peut-être, seront suivis : Bonneval-sur-Arc, le pendant géographique de Val-d'Isère. Un village où vivaient encore à l'ancienne, en 1953, 130 habitants. En 1964, après avoir réfléchi, Bonneval décide d'exploiter le tourisme. Mais les habitants ne vendent pas leurs terres aux promoteurs. Ils les gardent, s'en- →



explique le processus de l'intégration qui les a conduits à prendre en charge l'ensemble de l'aménagement pour permettre la couverture des secteurs déficitaires par les larges bénéfices du secteur très rentable de l'immobilier.

Et les années 60 sont aussi la période du grand développement de la publicité, du conditionnement du produit. On utilisera tous les moyens. En matière touristique, Trigano, avec son Club Méditerranée a démontré qu'on pouvait vendre un produit loisir.

Finalement, le jeu ne comprenait pas trop de risques, il était jouable : les banques l'ont certainement compris ainsi. D'autant plus que, comme dans les autres domaines de l'aménagement, les grands risques seront couverts par les collectivités ; les communes, le département, l'Etat garantissent les emprunts.

Et la montagne ?

Et ses habitants ?

Tout cela ne se fait pas sans bavures. Les habitants sont dépossédés de leurs terrains, expropriés pour cause d'utilité publique au bénéfice des promoteurs, pour des sommes dérisoires. Les conventions avec les collectivités locales varient d'une commune à l'autre, les promoteurs savent s'en servir. Les élus, très souvent, cèdent devant des pressions multiples et aussi parce que l'exode rural est là, il faut créer des activités, retenir une population qui tend à s'exiler. On ne peut leur jeter la pierre mais leur marge de manœuvres est étroite, souvent inexistante. Les hommes du pouvoir insistent, ils comptent les devises qui viendront s'ajouter au bilan de nos exportations. Ce n'est pas négligeable non plus.

Il faut des hommes de caractère, une population solidaire, pour résister, et conduire eux-mêmes leur propre développement : Peisey-Nancroix, Bonneval-sur-Arc, Vars, Aillon existent cependant malgré les pressions ou même les brimades de l'administration. On ne vante pas leurs mérites, les ministres n'y font pas étape. Ils préfèrent, comme Robert Galley dernièrement, louer les mérites d'un Pierre Schnebelen, promoteur cow-boy aux méthodes cosaques, fraudeur du fisc mais protégé par l'U.d.r., celui qui a le mieux compris les bénéfices qu'on peut réaliser grâce à la présence du Parc national de la Vanoise.

Les stations ont des retombées sur l'emploi et le commerce local, c'est vrai : 2 000 emplois en Savoie en 1974, mais 1 / 3 seulement de permanents.

L'agriculture est déconsidérée, mourante. Jean Brocard, député R.i. de Haute-Savoie est chargé d'écrire un rapport « pour que la montagne vive », en fait pour que le gouvernement ait bonne conscience et surtout pour ôter la présidence du groupe parlementaire R.i. à l'auteur...

En fait, pour que la montagne vive, il faut que les montagnards puissent y vivre.

Et c'est possible. Une volonté de promotion du tourisme et d'aménagement au service des travailleurs des régions de montagne, un accès aux loisirs débarrassés des contraintes financières excessives, un gouvernement socialiste peut seul l'entreprendre. Avec ceux qui aiment et respectent la montagne.

Coll. Fondation Gabriel Péri

dettent pour équiper la station, tout en continuant leurs activités traditionnelles. Résultat : une station aux dimensions humaine, « dont le développement n'a pas échappé aux gens du pays. Ils ont avancé à petits pas. Ils n'ont pas détruit leur environnement, et ils commencent aujourd'hui à toucher des dividendes. Partout ailleurs, on a imposé, à toute vitesse, le schéma des villes. On a brûlé les étapes. Et maintenant, il faut réparer, cela coûte très cher aux communes. Comment protéger en effet les constructions érigées en zone avalancheuse sans engager d'énormes frais ? Toutes proportions gardées, je crois qu'on a fait en montagne la même erreur que des pays comme l'Iran, le Brésil ou le Venezuela : ils veulent se développer à tout prix et réaliser en 20 ans ce que nos pays ont mis 200 ou 300 ans à construire. Ils veulent tout faire tout de suite.»

Mais qu'importe aux promoteurs ? Si l'or blanc a été pour beaucoup un mirage, il a été, pour la plupart d'entre eux, une réalité. Ils n'allaient pas, on s'en doute, se laisser distraire par des vétilles telles que la sécurité, la préservation des sites ou les droits des habitants. Le plus célèbre d'entre eux, Maurice Michaud, le promoteur de Courchevel, qui inspira pendant plus de 10 ans toute la politique du gouvernement en matière d'aménagement de la montagne, n'a-t-il pas un jour déclaré : « Le caviar blanc n'a aucune raison de figurer à la table du pauvre » ?

MICHELE BACKMANN

3 HISTOIRES, 2 HOMMES, 1 FILM

La première histoire, c'est celle d'un film, la deuxième raconte la naissance de ce film, la troisième est la rencontre de l'équipe qui le réalisera. Les deux hommes sont Ernest Hemingway et Joris Ivens. Le film c'est « Terre d'Espagne ».

C'est une bien belle histoire, « Terre d'Espagne ». Ou plutôt, ce sont trois belles histoires. Celle d'abord que raconte le film de Joris Ivens, réalisé sur le front de la guerre civile en mars-avril-mai 1937. A l'heure où le destin des armes hésite encore à décider si le peuple d'Espagne écrasera la rébellion militaire fasciste aux portes de Madrid ou si, au contraire, la péninsule basculera dans la nuit franquiste. Cette histoire-là, on ne fera que l'évoquer ici : seules les images de Joris Ivens et de son opérateur, John Ferno, peuvent lui donner l'ampleur nécessaire. C'est celle de la guerre, des bombes, des maisons éventrées, celle aussi des combattants de la jeune République et de leurs frères d'armes venus de tous les pays pour tenir avec eux ce bout de route Valence-Madrid, ce cordon ombilical qu'il serait mortel de laisser trancher...

Parallèlement, à quelques dizaines de kilomètres en arrière du front, les paysans du petit village de Fuenteduena se hâtent de profiter de ce début de libération sur leurs anciens suzerains : ils irriguent les terres que les seigneurs de Madrid laissaient en friche. Les deux thèmes s'entremêlent tout au long du film jusqu'au final doublement victorieux : au moment même où leurs camarades du front repoussent l'ennemi loin de la route, les paysans font se répandre dans les champs l'eau bienfaisante brusquement libérée.

La deuxième histoire, c'est celle de la naissance de « Terre d'Espagne ». Elle commence aux Etats-Unis et a pour héros des gens qui ont pour métier d'en créer ou d'en « incarner », comme on dit : John Dos Passos, Ernest Hemingway, Frederic March, le cinéaste d'origine hollandaise Joris Ivens... Bref des intellectuels et artistes qui ont sympathisé avec la jeune République espagnole. Et qui ont décidé de l'aider en faisant connaître son combat grâce à un film.

« Il faut bien percevoir le climat antifasciste de l'époque, raconte pour « l'Unité » Joris Ivens. L'Espagne, pour nous, c'était le lieu où tout convergeait. Je me trouvais à l'époque en tournée de conférences aux Etats-Unis et je connaissais Dos Passos et quelques autres qui étaient à l'origine du projet. On a d'abord rassemblé des matériaux, des actualités filmées du côté franquiste et des prises de vues plus anciennes de la misère en Espagne. On a essayé de mettre sur pied un film qui devait s'intituler « L'Espagne en flammes », mais ça coûtait cher et l'on s'est dit que, pour un même budget, ce serait mieux d'aller là-bas. Les

Notre combat à nous tous

PAR ERNEST HEMINGWAY

Vous avez vu dans le film à quoi ça ressemble en Espagne. Il y a des choses que nous n'avons pu y mettre. La façon dont le sol tremble et oscille sous votre ventre et contre votre front quand tombent les gros obus, ça, ça ne se voit pas. Ni les bruits que font les gosses quand ils sont atteints, encore qu'on en ait un avant-goût quand l'enfant du film voit arriver les avions et hurle : « Aviacion ! » Et puis aussi, quand ils sont touchés, certains enfants restent tout tranquilles jusqu'à ce qu'on les bouge. Nous n'avons pas de vue de l'autobus plein qu'un obus a touché de plein fouet dans la Gran Via. Il y avait 32 personnes dedans. On en a sorti deux grièvement blessées ; et ce qui restait, c'est avec des pelles qu'il fallait le manipu-



Ernest Hemingway et Joris Ivens, en Espagne en 1937.

intellectuels, les sympathisants — le mouvement antifasciste aux Etats-Unis était un peu moins développé que celui qui y naîtra plus tard au moment du Vietnam, mais il était réel, intense et contribuera ultérieurement aux Brigades internationales — ont donc créé une petite société, Contemporary Historians, en réunissant 2000 dollars et ont acheté le matériel. Il était convenu que le travail serait bénévole et que les bénéfices iraient à l'aide médicale aux troupes républicaines. Je suis alors parti, via Paris, vers Valence.

« Les écrivains du groupe avaient préparé un scénario dans le style Hollywood, une reconstitution remontant à l'abdication du roi Alphonse XIII... A peine arrivé, je me suis aperçu que ça ne voulait rien dire ! Alors, j'ai jeté ce script et suis parti pour Madrid. Donc pour le front, puisque l'université y était déjà aux mains des franquistes, c'est-à-dire des troupes venues du Maroc aidées par les Allemands et les Italiens — car il faut redire que ce n'était pas une guerre civile, mais un putsch militaire contre un régime démocratique issu d'élections.

« A l'époque, en 1937, il était encore difficile de donner à des gens en train de combattre le sentiment que le cinéma pouvait aider leur lutte et on disait facilement aux opérateurs, comme aux correspondants de presse et aux photographes, qu'ils n'avaient rien à faire dans les zones militaires. Avec Dos Passos, qui m'avait rejoint mais qui dut repartir au bout de quelques jours, puis avec Hemingway, il nous fallut convaincre les combattants qu'on était de leur côté, liés au peuple. Je l'ai particulièrement senti, physiquement, dans l'épisode du pont qu'on voit dans le film : nos combattants avec leurs mitraillettes, Hemingway avec sa plume, moi avec mon appareil, trois armes qui fonctionnaient de concert — et ils en étaient conscients.

ler. C'était en plein centre de la ville, aux alentours de midi.

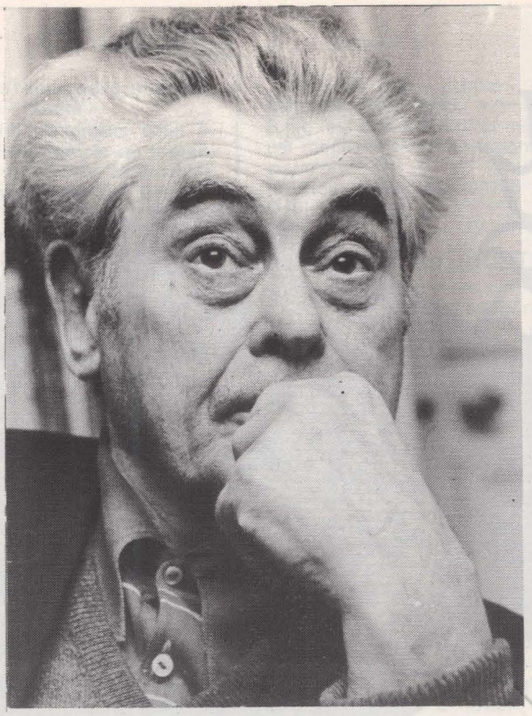
De telles scènes ne sont jamais qu'un sous-produit de la guerre totalitaire que mènent les pays fascistes. A l'origine, cette guerre consistait à essayer de terroriser les populations civiles afin de briser leur moral. C'était la guerre contre le peuple d'un pays plutôt qu'une guerre entre armées. Elle a désormais évolué de telle sorte qu'elle inclut une vengeance meurtrière délibérément planifiée contre la population civile opposée, à chaque fois que les armées fascistes sont battues sur le terrain. Joris Ivens et moi nous avons depuis longtemps été témoins de ce meurtre. Depuis trop longtemps.

Vous avez maintenant vu quelque chose de ce meurtre et vous avez vu aussi le visage des hommes qui y résistent. Nous avons vécu avec eux en arrière du front et sur le front. Nous les avons accompagnés à l'attaque, nous les avons vus tomber blessés, nous les avons vus mourir.

Ces dernières semaines, nous avons perdu nombre d'amis, que nous aimions beaucoup, de cette camaraderie qui lie les hommes dans la lutte. C'étaient de si bons amis qu'il est dur de parler d'eux. Tous ces hommes savaient ce pour quoi ils se battaient.

Vous tous savez ce pour quoi ils se battaient.

C'est une vieille histoire et nous n'avons pas à y revenir. C'est notre combat tout autant que le leur. Si l'on veut empêcher que le fascisme se propage dans le monde, il faut le combattre et le vaincre en Espagne. Ces hommes-là mènent notre combat à nous tous.





Joris Ivens.

« Pour moi, c'était quelque chose de nouveau dans ma vie. Certes j'avais été dans l'armée hollandaise durant la Première Guerre mondiale ; mais les Pays-Bas étaient neutres. Et je n'avais pas vu la guerre... »

C'est pourtant en première ligne que l'équipe commença à tourner, à Madrid et dans les combats de Briuega et de la Jarama. Hemingway avait rejoint Ivens, en même temps qu'il assumait la correspondance de guerre de la North American News Alliance. C'est à lui qu'on doit le commentaire du film (1). « Ce commentaire de Hemingway a fait école, souligne Ivens. Il ne double pas l'image, reste en-deçà d'elle et lui donne plus de force en créant une relation dialectique entre le mot et l'image. Ainsi, l'auteur du film ne s'impose pas au spectateur, mais l'oblige à être actif, à participer ».

Une participation « militante », c'était d'ailleurs ce à quoi visaient alors Ivens et Hemingway. Le cinéaste revint sans délai à New-York monter « Terre d'Espagne ». Le président Roosevelt ayant demandé à la voir, c'est à la Maison Blanche qu'eut lieu la première projection. « C'est tout un peuple qui lutte en Espagne, les Américains doivent le savoir », déclara le Président après la dernière image. Peu après, une autre projection introduite par une présentation d'Hemingway — dont on trouvera ci-contre l'essentiel — réunit à Hollywood, chez Frederic March, des sympathisants non moins célèbres : Dashiel Hammett, Fritz Lang, Ernst Lubitsch, King Vidor, Anatol Litvak, Joan Crawford, Errol Flynn, Robert Montgomery, etc. Il s'agissait, cette fois-là, d'une souscription qui permit de recueillir 17 000 dollars pour financer l'achat de 17 ambulances. Surtout, le film fit une belle carrière dans les cinémas américains et Ivens eut à le présenter en réunion publique dans les grandes villes américaines. Ultérieurement, en Europe — Jean-Paul Le Chanois, Moussinac et Jean Renoir en firent une version française, commentée par ce dernier — « Terre d'Espagne » eut un succès moins ample : les pays du Vieux Continent étaient déjà au bord de la nouvelle guerre mondiale...

Plant d'oignon

La troisième histoire liée à « Terre d'Espagne », c'est la rencontre d'une équipe : le colosse de la littérature américaine et le « Hollandais volant » dont déjà Poudovkine avait fait la louange pour ses premiers films. « Au départ, pourtant, on ne se connaissait pas, nous rappelle Ivens. Après 15 jours de tournage et Dos Passos étant reparti aux Etats-Unis, j'allai à Paris pour les premiers travaux de laboratoire — il n'y avait rien sur place — et c'est aux Deux Magots que Hemingway et moi nous sommes rencontrés pour préparer notre travail ensemble. Et nous sommes devenus de très bons amis. »

Il y a quelque chose de fascinant dans l'évolution d'Hemingway pendant la réalisation du film. Au début de son séjour en Espagne, il avait répondu à Ivens qui lui demandait ce qu'il voulait faire en Espagne : « Dire que c'est la guerre et que la guerre est toujours quelque chose de terrible... » Deux semaines après, Hemingway avait senti la vérité — « presque physiquement, c'était un homme très physique », dit Ivens — ne serait-ce que parce que ses amis espagnols, écrivains ou toreros, poètes ou footballeurs, étaient tous du côté républicain. Et il avouait : « Je m'étais trompé. Ce n'est pas une guerre comme les autres. C'est tout un peuple en lutte »... On connaît la suite des rapports de l'auteur de « Pour qui sonne le glas » avec l'Espagne.

L'autre personnage du duo n'est pas moins étonnant. Dès qu'il se passe quelque chose d'important dans le monde et cela depuis le temps du cinéma muet, Joris Ivens est là : les débuts de la jeune Union soviétique, les mineurs du Borinage de 1933, la Grande Dépression aux Etats-Unis, l'Espagne du Frente popular. Plus tard, la Chine de 1939, la guerre d'Indonésie en 1946, les démocraties populaires, l'Afrique de la décolonisation, Cuba, le Chili de 1962, le Laos, le Vietnam (3 films), la Chine enfin — d'où il vient de rapporter un triple film de 10 heures.

C'est qu'Ivens est un militant qui considère sa caméra comme une arme et chaque film comme un credo : « Il y a unité complète entre mes conceptions esthétiques et politiques. J'ai toujours voulu faire du documentaire qui approfondisse la vérité. Cela exige à la fois passion, intégrité et sens des responsabilités. On peut ainsi atteindre les choses dans leur principe. Sinon, si le film est fait trop « près » de la réalité, il n'accède pas vraiment à sa deuxième vie de film. Voyez « Terre d'Espagne » : il avait joué son rôle immédiat à l'époque ; depuis, il y a comme un deuxième film qui transmet la mémoire active d'une génération pour aider à ce que la lutte continue. En attendant une troisième vie : quand le film sera enfin projeté à Madrid... J'ai toujours pensé que je pourrais revenir en Espagne. C'est la dernière vue que j'avais tournée et qui avait surpris, en conclusion d'un film de guerre : un petit plant d'oignon surgissant après que l'eau fut revenue dans les terres arides... »

SERGE RICHARD

(1) Le commentaire originel était dit par un jeune comédien nommé Orson Welles. D'une façon un peu trop « acteur », si bien que, finalement, c'est Hemingway lui-même qui dit son texte. Dans la version française actuelle s'y superpose une adaptation d'Ivens lui-même dite par Edouard Guibert.



l'univers de la PARAPSYCHOLOGIE et de l'ÉSOTÉRISME

- science et parapsychologie
- télépathie - radiesthésie - réincarnation - prémonition
- médiums artistes et peinture ésotérique
- magie - astrologie - alchimie - sorcellerie
- tradition orientale et recherche occidentale
- médecines parallèles
- ésotérisme et religions

le point actuel sur l'étude rationnelle de l'irrationnel

Cette prestigieuse encyclopédie, dirigée par Jean-Louis Victor, réunit pour la première fois la somme des connaissances actuelles des meilleurs spécialistes.

une luxueuse édition en 7 volumes

Chaque volume 432 pages - format 200 x 270 - papier couché mat de 150 g. reliure originale - 200 illustrations dont 50 en couleurs.

nous vous offrons la possibilité d'une information privilégiée, en nous retournant le bon ci-contre

Je désire être informé gracieusement et sans engagement de ma part sur "L'UNIVERS DE LA PARAPSYCHOLOGIE ET DE L'ESOTERISME"

nom .....

prénom .....

adresse .....

.....

date ..... signature .....

à retourner aux

EDITIONS MARTINSART

Central Buro - Avenue du Campon 06110 LE CANNET

U

Nos lecteurs ont la parole

DEFENSE D'HAMANI DIORI

En réponse au reportage que notre collaborateur Jean-Loup Reverier avait consacré au Niger (« l'Unité » n° 166) Gilbert Comte nous a adressé une longue lettre prenant la défense de l'ancien président Hamani Diori et dont voici quelques extraits.

« S'il fallut six ans de malheurs pour démontrer l'impuissance du gouvernement de M. Diori Hamani, c'est qu'il ne s'était pas contenté de se « remplir les poches », et avait réalisé suffisamment de choses pour tenir aussi longtemps dans l'épreuve. Le mal aurait évidemment abattu beaucoup plus vite un régime inefficace. Oui, le pouvoir de Diori Hamani s'est effondré après six ans de luttes. dans des conditions où bien des Européens n'auraient pas tenu. Un socialiste ne pourrait-il pas lui rendre justice au lieu de l'accabler ?

Votre collaborateur note plus loin, équitablement : « le cheptel nigérien qui s'était amélioré en nombre et en qualité au cours des années 60... ». Peut-on sérieusement croire qu'en un pays où la pluie tombe à peine sur un cinquième du territoire, où la paysannerie ne produit pas assez pour développer une épargne, une telle amélioration de l'élevage se soit faite toute seule, sans intervention gouvernementale ? Loin d'avoir comme seul objectif « de se remplir les poches », l'ancien régime a creusé des puits par centaines. Cela aussi, il fallait le dire ! C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il a tenu six ans avant d'être abattu par un putsch, et non par des jacqueries rurales pareilles à celles du Tchad de Tombalbaye. Là encore, je m'étonne qu'un intellectuel socialiste rompu aux exercices de la dialectique n'ait pas su faire la différence.

En prison, réduit à l'impuissance, le président Diori Hamani ne peut plus se défendre contre la calomnie. Il appartient à ceux qui savent, de le faire à sa place et de défendre au moins son honneur avec la simple vérité. Certes, des fautes furent commises sous son règne. Il n'est pas tombé sans raisons. Mais encore conviendrait-il d'en parler autrement, et de respecter les proportions. »

LE S.P.D. ET LA LIBERTE

Je vous écris pour avoir des précisions sur deux points qui me paraissent importants à propos de ce que je n'ai pas trouvé dans un article du n° 180 de « l'Unité ».

La première remarque, c'est à propos donc de l'article où il était question du S.p.d., du chancellier Helmut Schmidt et de Willy Brandt ; j'ai noté qu'il n'y avait pas eu la moindre allusion pour condamner les mesures prises à l'encontre des avocats du groupe Baader-Meinhof (de la fraction Armée rouge).

Ces mesures donc sont tout à fait contraires et violent délibérément les droits de l'Homme et la liberté proprement dites de ces avocats.

En outre, des nouveaux moyens de pression (pour ne pas dire de torture) par isolement, privation de nourriture et de visites, sur la personne des prisonniers politiques à l'intérieur des prisons allemandes sont odieux. En R.f.a, il y a tous les jours atteinte aux droits de l'Homme, aux libertés d'expression, aux libertés publiques. Je n'en veux pour preuve que le décret sur les « extrémistes » qui empêchent les communistes, les Jusos et les révolutionnaires de toute obédience d'accéder à la Fonction publique. Le « congédiement exceptionnel » des locataires sans préavis (Parmstadt) jugés trop à gauche par rapport à la Constitution.

Je m'arrête là volontairement, car il y a beaucoup à dire sur cette question et je note aussi la position trop conciliante qu'a prise la direction du S.p.d. vis-à-vis du fascisant Franz Josef Strauss, leader de la C.d.u.

Je crois que « l'Unité » devrait dénoncer tout ceci, même si le S.p.d. est un parti ami et même s'il est membre de l'Internationale socialiste ».
(Patrick CARAYOL 93200 Saint-Denis).

ETRE ANTIMILITARISTE

« Prépondérance exagérée de l'élément militaire dans une nation. Système politique qui s'appuie sur l'armée. Sentiment, doctrine de ceux qui sont partisans de cette prépondérance. » C'est la définition du militarisme selon le Larousse encyclopédique. Or le Parti socialiste, ces dernières semaines, s'est défendu de professer l'antimilitarisme. Est-ce que cela signifie qu'il approuve une « prépondérance de l'élément militaire », qu'il admettrait que l'armée prenne le pouvoir pour annuler des élections où la gauche serait victorieuse, qu'elle assume des « tâches de maintien de l'ordre » — comme la législation actuelle, je crois, le permet — et qu'elle se prépare surtout à lutter contre « l'ennemi intérieur », comme cela semble être sa nouvelle vocation ; en bref, qu'elle joue un rôle politique favorable, bien sûr, à ceux qui sont en place, avec les moyens qui sont les siens ?

Si l'on admet qu'être antimilitariste, c'est simplement être opposé au militarisme, le Parti socialiste se doit d'être antimilitariste et d'avoir non seulement une politique de défense nationale, mais encore une politique qui définisse avec précision la façon dont l'armée doit être contrôlée par le pouvoir civil, qui lui rende impossible toute intervention dans la vie politique du pays. Il y a en particulier le problème des armes que l'armée détient sans contrôle réel et qui peuvent lui donner un pouvoir de fait.

A tout prendre, une structure démocratique, syndicat ou comité, peu importe le nom, serait peut-être l'un des moyens d'empêcher qu'elle ne sorte de ce qui doit être son rôle. »

(J.J. BARTHOU, 33390 - Blaye).

ANTIRELIGIEUX ?

« D'abord, je vous présente mes vœux.

Ensuite, je voudrais vous faire remarquer que la publication dans votre n° 185 d'un article signé Julos Beaucarne est déplacée.

Que le parti fasse de l'anticléricalisme, passe encore ; mais qu'il se mette à être anti-religieux, non.

N'oubliez pas que nombre de chrétiens ont rejoint notre Parti. Ne les irritez pas avec de telles sottises. »

(Jean-Pierre SEILLIER, Paris-15e)

le numéro de janvier est paru !

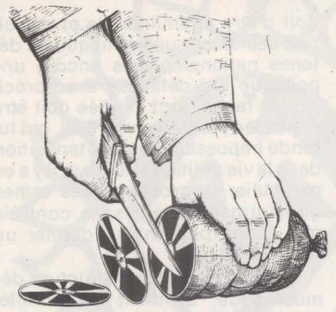
• Les alchimistes de l'or blanc : la privatisation de la montagne POURQUOI ? • Animateurs et animation POURQUOI ? • La réforme foncière POURQUOI ? • Le jeu des 32 différences (le budget de la Jeunesse et des Sports : vote et réalités) POURQUOI ?

Chez tous les marchands de journaux 6 F

la revue de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente - 3 rue Récamier - 75007 Paris

ARL

Au risque de vous plaire



Disques

*** Miles Davis : Get up with it (C.b.s. 88092).**

Jadis, Miles Davis détestait l'orgue, « parce que ça lui rappelait la religion ». Il s'y est mis pour 4 des 8 titres de ce riche double album et c'est tout à fait saisissant. A ses côtés, des tablas et des sitars pour s'aventurer avec ce musicien pour qui tout est toujours à réinventer.

*** Michel Sardaby : Gail (Debs HDD 562).**

Sardaby aura été la révélation française de 1975 au piano. De l'invention et du charme à revendre.

*** Earth, Wind and Fire : That's the way of the world (C.b.s. 80575).**

Mixés à de la musique africaine, 8 chants — bande sonore d'un film à paraître ultérieurement — par lesquels le plus authentique des groupes noirs de rock contemporains évoque sa filiation du côté du continent des ancêtres...

*** Lightnin'Hopkins : Blue Lightnin' (Sonodisc - Discodis Esp 155 505).**

Un des grands chanteurs-guitaristes de blues dans la lignée du grand-père Hooker. Prend aux tripes, mais beaucoup d'humour aussi.

*** Fats Waller (Esp 155 517).**

A mi-chemin entre le pastiche cocasse (sur diverses scies populaires, morceaux d'opéra, spirituals...) et le respect attendri, 8 plages au piano et 8 autres à l'orgue Hammond. Humour + swing + sensibilité.

*** Benny Goodman : When Benny was young ; Bunny Berigan : Nostalgia (R.c.a. FMW 1-7165 et 7172).**

Pure injustice : parmi les jeunes Blancs des années 20 et 30, c'est le moins doué (Goodman) qui connaîtra la gloire ; l'un des oubliés, le trompettiste Bunny Berigan, mérite bien la réhabilitation. La preuve.

*** Lester Young et Coleman Hawkins : Classic tenors (R.c.a. Signature 101 46).**

Deux géants, enregistrés à quelques jours d'intervalle, en décembre 1943. Deux sommets (« Hello babe » pour le premier, « How deep » pour le second) d'où naîtra tout le saxophone ténor moderne.

*** Larry Coryell : Barefoot boy (Flying Dutchman 10139).**

Un guitariste qui a beaucoup écouté Hendrix. Plus opportuniste que vraiment inspiré.

*** Ray Stephen Oche : No discrimination (Esp 155.508).**

Il n'y a pas que les jazzmen allant à l'Afrique, il y a les Africains venant au jazz. Ainsi le Nigérian Oche, trompettiste-chanteur, entouré ici — c'est l'O.u.a. ! — de musiciens congolais, guinéens, togolais, gambiens... Particulièrement intéressants: les thèmes et les schémas rythmiques empruntés au folklore de la « Terre-mère » africaine.

*** Marco di Marco - Chris Woods : Together in Paris (Esp 155.518).**

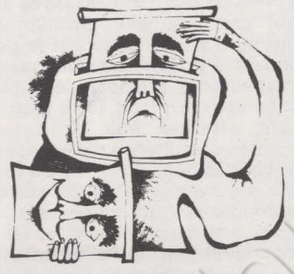
Quand un pianiste bolognais rencontre le plus lyrique et le plus chantant des saxos actuellement en Europe.

*** Cortex : Troupeau bleu (Esp 155.524).**

Le groupe rock Cortex a très joliment composé, harmonisé (y compris le bon vieux « Colchiques dans les prés... » !) et il emploie à ravir le procédé ellingtonien de la voix féminine utilisée comme instrument supplémentaire de l'orchestre.

*** Claude Guilhot : Traficos (Disques Owl, 42 rue Monge, Paris 5e).**

Ce vibraphoniste plein de sensibilité faisait partie d'un grand orchestre au festival de Massy ; le pianiste Georges Arvanitas y était aussi, mais... un autre jour, pour accompagner Chris Woods. Comme dans les bons romans, pourtant, ils se sont quand même rencontrés. Heureusement, car ce Modern Jazz Quartet à la française a bien des qualités.



Télévision

VENDREDI 9 JANVIER

Une émission très attendue du magazine Vendredi : les charges locatives (20 h 30, F.r.3).

Une ambitieuse réalisation de Michel Dumoulin : un portrait d'Edgar Varèse et, à travers lui, de la musique contemporaine (22 h 35, T.f.1).

« Je suis un évadé », de Mervyn Le Roy, ou l'audace sociale d'un certain cinéma américain dans les années trente (22 h 35, A2).

SAMEDI 10

Tournoi des cinq nations de rugby : Ecosse-France (15 h, T.f.1).

« Le dormeur », de Pascal Aubier et « La ligne de Sceaux » de Jean-Paul Torok au Festival du court métrage de F.r.3 (20 h).

DIMANCHE 11

Sabu dans le plus hollywoodien des films anglais, « Le voleur de Bagdad » (14 h, A2).

Mac Sennett, Griffith, Feuillade... les débuts de la comédie cinématographique (20 h 05, F.r.3).

« La solitude du chanteur de fond » : Yves Montand excellemment filmé par Chris Marker (20 h 30, F.r.3).

« Les héros de Telemark » : la version américaine de la bataille de l'eau lourde - mais pas le meilleur film ni du réalisateur Anthony Mann ni de Kirk Douglas (20 h 30, T.f.1).

Reprise d'une série à succès : « Schulmeister, l'espion de l'Empereur » (21 h 40, A2).

Dans la série Cadets de la politique : Pierre Juquin, du P.c.f. (22 h 35, A2).

LUNDI 12

Tribune libre : les Gam (19 h 40, F.r.3).

Marina Vlady et Jean Marais dans un film — glacé — de Jean Delannoy, « La princesse de Clèves » (20 h 30, T.f.1).

MARDI 13

« L'âme d'un poète » : Charles Trenet (20 h 30, T.f.1).

En famille : le Premier ministre et le quatuor Fourcade - d'Ornano - Durafour - Ségard débattent avec des chefs d'entreprise ; et, eux qui ne se trompent jamais, nous disent « ce que sera l'année 1976 pour l'économie française » (21 h 40, T.f.1).

MERCREDI 14

Un publi-reportage et un débat de « C'est à dire » sur le Concorde (20 h 30, A2).

En hommage à Marcel Pagnol : « Le Schpountz », avec Fernandel en jeune cinglé de cinéma (20 h 30, F.r.3).

JEUDI 15

« Matricule 19 958 » : le premier film, à ne manquer à aucun prix, de la série de Daniel Karlin « Des hommes libres » - voir notre précédent numéro (20 h 30, A2).

Le Crapac, la Coopérative des Malassis à Grenoble, etc. : « L'art sur le vif » ou : comment réconcilier le public et l'art contemporain ? (21 h 30, A2).

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

— pour six mois (70 F) ☐
— pour un an (120 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12 Cité Malesherbes
(Paris 9e) - Tél. 878.40.73

Administration : 41 Bd de Magenta
(Paris-10e) Tél. 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Michèle Backmann, Robert Butheau, Benoît Colombier, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Régie Publicitaire, 2, rue du Cygne, Paris-1er. Tél. 508.45.00 (Michèle Pancaldi).
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet-Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

A LIRE CET HIVER

par Anne et Claude Manceron

Jean Rabaut : « L'antimilitarisme en France, 1810-1875, faits et documents » (Hachette).

« Que signifie ce code inégal et sauvage, calculé, non pour maintenir l'ordre, mais pour organiser la terreur chronique, pour glacer l'âme et la moelle du soldat et pour faire de lui un automate au service de toutes les réactions politiques et sociales ?...

« ...Soldats, ce serait vous trahir, ce serait trahir la France et l'armée, que de ne pas vous défendre contre la puissance terrible de ces états-majors recrutés par la faveur et la réaction, c'est-à-dire doublement incapables...

« ...Nous organiserons la responsabilité des chefs pour que leurs fautes ne soient pas impunies. Nous adoucirons les pénalités monstrueuses d'un code sauvage. Nous rendrons la discipline plus humaine, la caserne moins abêtissante, et nous vous permettrons d'être des hommes...

«...Alors, vous serez vraiment l'armée de la France, une de cœur et d'esprit, ardente, invincible. Et si la France socialiste, accomplissant son œuvre de justice (...) attire sur elle les colères de la réaction européenne, tous, ouvriers et paysans, d'un même élan, d'un même souffle, vous défendrez et vous sauverez la France devenue vraiment votre France».

Diable ! On pourrait jouer au petit jeu « De qui est-ce ? ». Le sergent Dupuy ? Alain Krivine ? Charles Hernu ? Jean-Michel Catala ? Marceau Pivert ? Réponse en bas de cette page (1).

Cette citation, et cent autres, se trouvent dans le livre de Jean Rabaut, prévu et imprimé avant la tempête chiracquienne de cet automne, mais qui vient diablement à son heure pour nous permettre de nous faire chacun notre petite idée dans notre petite tête. Un pamphlet ? Nullement : un dossier. De Bonaparte à Bigeard, chaque chapitre rassemble des textes issus de la gauche française, souvent bâclés, inégaux, poétiques ou rationnels, inspirés ou rigolos. Jean Rabaut se contente d'une introduction cursive avant chaque période. Et en avant les amis, de Béranger à Boris Vian. De l'affaire Dreyfus à l'Appel des cent.

Alessandro Galante-Garrone : « Buonarrotti et les révolutionnaires du XIXe siècle » (Champ libre).

Galante-Garrone est un des plus éminents spécialistes contemporains de la Révolution française et des mouvements ouvriers au XIXe siècle. Il est à l'Italie ce que furent à la France Mathiez et Lefebvre, et ce que Soboul lui est aujourd'hui, dans la même ligne d'adhésion aux idéaux qui alors fait changer le monde, et de sympathie pour les hommes qui les ont incarnés.

Parmi ces hommes, il s'est particulièrement attaché à ceux dont le combat de militant révolutionnaire a constitué une sorte de chaînon vivant entre la défaite d'une révolution et la naissance des suivantes. Sa biographie de Gilbert Romme (2) mettait en lumière une des figures les plus lumineuses de la Montagne, ce « martyr de prairial » pour qui la Révolution n'était pas morte avec Robespierre et qui avait passé le flambeau aux babouvistes avant d'être condamné à mort par les thermidoriens et de se suicider. « Romme est revenu », disait le petit peuple de Paris au moment où les Egaux commençaient à s'emparer, deux ans plus tard, de l'opinion.

Alors vint Buonarroti. Il fut l'un des compagnons de Babeuf les plus actifs et les plus lucides, après avoir joué un rôle efficace dans le Midi au service de la Convention. Cet Italien avait adopté la France comme patrie, parce que c'était le pays de la Révolution. Presque seul à échapper au massacre légal des Egaux par les mêmes hommes qui avaient écrasé les Montagnards, il traversa comme un diamant inaltérable le règne de Napoléon, et la Restauration le trouve en Belgique, parmi les conventionnels en exil, ces débris de 1793.

C'est le moment où l'on croit le siècle définitivement engagé dans la régression et la réaction : la Sainte-Alliance triomphe partout. Mais c'est aussi le moment où des dizaines de mouvements clandestins, isolés ou reliés entre eux, notamment la Charbonnerie, témoignent d'un regain de l'esprit révolutionnaire. Le livre de Galante-Garrone nous fait rejoindre à ce moment Buonarrotti et ne le quittera plus jusqu'à sa mort en 1837, alors que l'Europe monarchique commence à trembler sur ses bases sous la poussée du réveil des peuples.

A quoi peut servir, dans une telle période, un vieux révolutionnaire vaincu qui n'a pas baissé les bras ? A témoigner. A analyser les succès et les erreurs du passé au service du présent et de l'avenir. A ranimer la flamme en dépit de toutes les défaites apparentes. A prouver qu'aucun combat révolutionnaire n'a jamais été livré en vain, puisque, quel que soit son résultat immédiat, il a élevé le seuil de conscience de l'humanité. Ce livre fait l'anatomie de cet alliage subtil de l'esprit de 1793 et de celui de 1830 qui vont enfanter 1848 à travers les mille et un détours d'une vie de conspirateur et de théoricien traqué par toutes les polices.

C'est l'histoire d'un ensemencement. Nous avons pris un vif plaisir à la traduire.

Michel Ragon : « L'homme et les villes » (Albin Michel).

Les campagnes se dépeuplent et les villes deviennent des monstres. Mais un exode inverse commence à s'amorcer. « Il semble bien que, pour toute une fraction de la jeunesse, la vieille fascination de la grande ville fait place à un amour de la vie champêtre. Il faut dire que la vie rurale, que l'existence paysanne ne sont plus aussi frustes qu'elles l'étaient. Pendant des millénaires, échapper à la vie paysanne signifiait échapper à l'enfer ; échapper à la vie rurale, c'était échapper à l'ennui. Aujourd'hui, l'ennui s'est emparé des grandes villes qui ont perdu leur caractère ludique. Trop étendues, elles rendent les rencontres difficiles ou hasardeuses, alors que la ville servait, entre autres, de lieu idéal pour les rencontres. Ilot de sécurité au milieu des campagnes vouées aux prédations des nomades, aux brimades des soldats, à la tyrannie des seigneurs, les villes sont devenues, pour la première fois dans l'Histoire, peu sécurisantes ». Partant de cette constatation, dont l'évidence n'apparaît qu'une fois formulée, on comprendra l'intérêt que peut représenter un tel livre, qui est, en fait, une sorte de panorama historique du phénomène urbain, la ville étant le « signe » de la civilisation ». « Villes et civilisations ont été des notions synonymes à tel point dans toute l'Histoire que détruire une ville a toujours paru le meilleur moyen de détruire la civilisation dont elle constituait en quelque sorte l'archétype. »

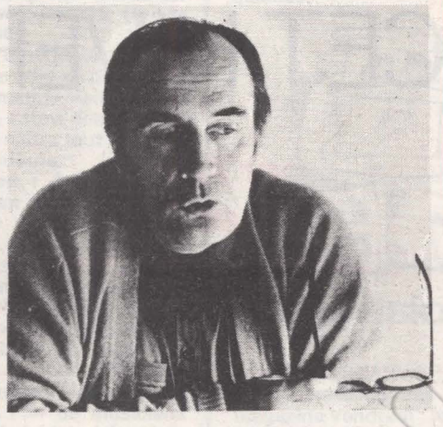
Des premières villes sumériennes, égyptiennes, indiennes, chinoises, dont la fonction essentielle est religieuse, nous passons à Athènes, à Rome, à Carthage, villes faites pour « les hommes ordinaires ». Après la chute de Rome, l'Europe occidentale n'ayant plus de civilisation urbaine pendant sept cents ans, l'urbanisme retourne en Orient : Byzance, première cité chrétienne, puis les villes arabes et musulmanes. Ce n'est qu'au XIIe siècle que des villes se reforment en Europe : presque toujours rondes, elles sont entourées de remparts. Avant d'arriver à la ville des despotes éclairés (Versailles et Saint-Pétersbourg) et à la cité utopique de Claude-Nicolas Ledoux, villes plus ouvertes, avec grandes places à monuments, avec jardins, on passe par les villes aztèques et incas, où tout est monumental et hyper-rationnel. Avec Haussmann, l'auteur aboutit à la ville capitaliste : tracé de rues droites, maisons élevées ou s'entasse la population, apparition des gares. Pour ajouter aussitôt : « Mais dans aucun pays socialiste, l'abolition du mode de production capitaliste n'a entraîné la suppression des grandes villes. Une même tendance à la croissance que dans les pays capitalistes peut au contraire s'y remarquer. C'est qu'une société basée sur des principes de production et d'un progrès toujours amplifié de la production, produit les mêmes effets urbanistiques dans un Etat socialiste que dans un Etat capitaliste. » Et nous arrivons aux meilleures pages de Michel Ragon : celles où il critique Le Corbusier, et son urbanisme fonctionnel. Le fait que tant de jeunes récusent le mode de vie inhérent à ce genre d'ensemble — le terme même dit bien ce qu'il veut dire — condamne la ville que nous connaissons maintenant. Il va falloir faire preuve d'imagination pour la ville « future » !

Ultime recommandation : à manier avec précaution si l'on n'a pas le même sens de l'humour que Michel Ragon, qui souvent frôle le paradoxe. Mais ce livre « sérieux » se lit d'un trait avec passion.

(1) Jean Jaurès, dans « la Lanterne », 23 janvier 1898.

(2) Voir, aux éditions Flammarion, « Gilbert Romme, 1750-1795, histoire d'un révolutionnaire ».

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

Dimanche 4 janvier

On me croira si je confesse que je n'attends ni des trois chaînes ni de Radio-France qu'elles ne disent que ce qui me plaît, qu'elles n'expriment que ce que je pense. Au demeurant, le risque est mince. Mais les émissions de fin d'année m'obligent à revenir sur l'irritant sujet (irritant et lassant) de l'information audio-visuelle. J'hésite à l'aborder une fois de plus. Outre que je n'aime pas me répéter, je redoute de blesser les journalistes qui échappent précisément à l'accusation de platitude, de conformisme et, pourquoi le taire, de servilité, monnaie courante cependant à la radio-télévision. Rien de plus difficile en effet que le métier de journaliste là où s'exerce un monopole. La presse d'opinion s'adresse à un public qui la choisit. Le monopole, par définition, s'impose. Tel est le cas, légal et reconnu, de la radio et de la télé françaises, telle est la situation de fait qui se généralise dans la presse écrite de province — et, s'ils se disputent le marché, les magnats de la presse illustrée à grand tirage appartiennent au même milieu, représentent les mêmes intérêts et constituent quand il le faut un bloc compact. Bien malin qui discernerait ce qui sépare un Prouvost d'un Dassault, un Hersant d'un Servan-Schreiber, le groupe Amaury de la maison Hachette, sinon la rivalité commerciale et peut-être un quant-à-soi qui, à la moindre alerte, se transforment en union sacrée devant l'ennemi commun : la gauche. Avant-guerre, Bunau-Varilla, le maître du « Matin », avait la réputation de faire et défaire les gouvernements. A un moindre degré, le directeur du « Figaro », Pierre Brisson, assura ce magistère sous la IVe République. Je me souviens des injonctions pincées qu'il m'adressa un jour sous forme de conseils alors que j'étais secrétaire d'Etat à l'Information. Je n'ai pas oublié davantage ce patron de presse, de province celui-là, qui s'était permis de taper sur la table (l'expression est exacte : nous déjeunions) pour m'amener à lui consentir un avantage indû (à cette époque de pénurie, le ministère de l'Information était aussi répartiteur de papier, et de ma signature pouvait dépendre le sort d'un journal ayant paru sous l'Occupation). J'ignore qui avait habitué ces petits seigneurs à de telles pratiques et à en user sans dommage. Je sais, en revanche, ce qu'il m'en coûta et pendant des années d'avoir eu l'oreille dure.

Par comparaison, je mesure assez bien les obstacles que rencontrent les journalistes d'aujourd'hui. Coincés entre le monopole d'Etat audio-visuel et le monopole de l'argent, leur liberté ressemble à ces navires de Terre-Neuvas qui n'avancent qu'en frayant leur chemin entre des montagnes de glace. La concentration capitaliste s'accélère dans ce domaine comme dans les autres et, à quelques exceptions près — qui ne sont pas négligeables, si l'on range parmi elles (à titre d'exemple) « le Monde » ou « le Nouvel Observateur » —, ce qui se dit et s'écrit passe par le filtre de multiples censures dont la force tient au fait qu'un journaliste rejeté hors du circuit des monopoles est, en réalité, chassé de la profession. La concurrence, levier des libertés dans la théorie libérale, n'existe plus qu'à l'intérieur d'un monde clos où domine un seul pouvoir. La liberté d'expression dont se targuent les maîtres de l'information n'a pas d'autre utilité que de leur servir d'alibi. Autant dire qu'il s'agit là d'un faux-semblant. D'où l'importance des règles du jeu qu'une démocratie digne de ce nom doit se donner à elle-même quand l'Etat reçoit mandat de la Nation de gérer pour le compte de tous un instrument aussi puissant, aussi sensible que la radio-télévision.

A ces règles, que le programme commun propose, le président de la République préfère substituer la dialectique cléricale du mandement et de l'incantation. Dieu reconnaît toujours les siens. Les P.d.g. des quatre sociétés héritières de l'O.r.t.f. ont été choisis souverainement par M. Giscard d'Estaing, moins chef d'Etat en l'occurrence que chef du parti majoritaire, plaçant des sentinelles sur les tours de guet de la forteresse Pouvoir. Quelle marge d'appréciation possèdent-ils ? J'entends d'ici des cris d'orfraie : c'est à qui proteste qu'on l'insulte dès lors qu'on pose le problème en ces termes. Mais il me suffit d'écouter et de regarder T.f.1, A.2, F.r.3, France-Inter pour constater que, dans un mauvais système, il n'y a pas de bons usages.

Tant qu'aucun des quatre n'osera accorder le droit de réponse à l'opposition dans des conditions comparables à celles dont jouit le chef de la majorité, j'affirmerai qu'il n'est pas libre. Et que sont devenus les grands débats publics ? Encore n'est-ce que l'aspect le plus criant d'une subordination évidente. Cette réflexion me ramène aux pantomimes du Nouvel An. Il faut que M. Cazeneuve sache que c'était mentir à l'opinion publique que de confier à M. Edgar Faure le soin de tirer la leçon de 1975 sans préciser que M. Edgar Faure exprimait le point de vue de l'U.d.r. et que son titre de président de l'Assemblée nationale n'avait que la valeur d'un déguisement supplémentaire, tromperie que j'avais déjà dénoncée lorsque M. Paul-Marie de La Gorce, membre éminent de l'U.d.r. et homme politique engagé, avait commenté pour la même chaîne les cinq cents jours du règne. Annoncez la couleur, Messieurs. C'est le moment ! Est-il juste enfin que les vœux du président de la République, vœux à la télévision, vœux aux corps constitués, vœux aux ambassadeurs, vœux au personnel de l'Elysée, vœux par-ci, vœux par-là, aient occupé un jour et demi durant la totalité des émissions de France-Inter, assaisonnés de sucre et de guimauve par des gâte-sauce émerveillés ? L'opposition n'avait-elle pas le droit de dire aux Français : « Bonne année » ?